Algérie-Russie

Tenue de la 3e session du dialogue stratégique bilatéral

● Le Président Bouteflika reçoit le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie

Page 4

ANP

Deux dangereux terroristes abattus à Jijel

Page 2

L'ECHO D'ALGERIE

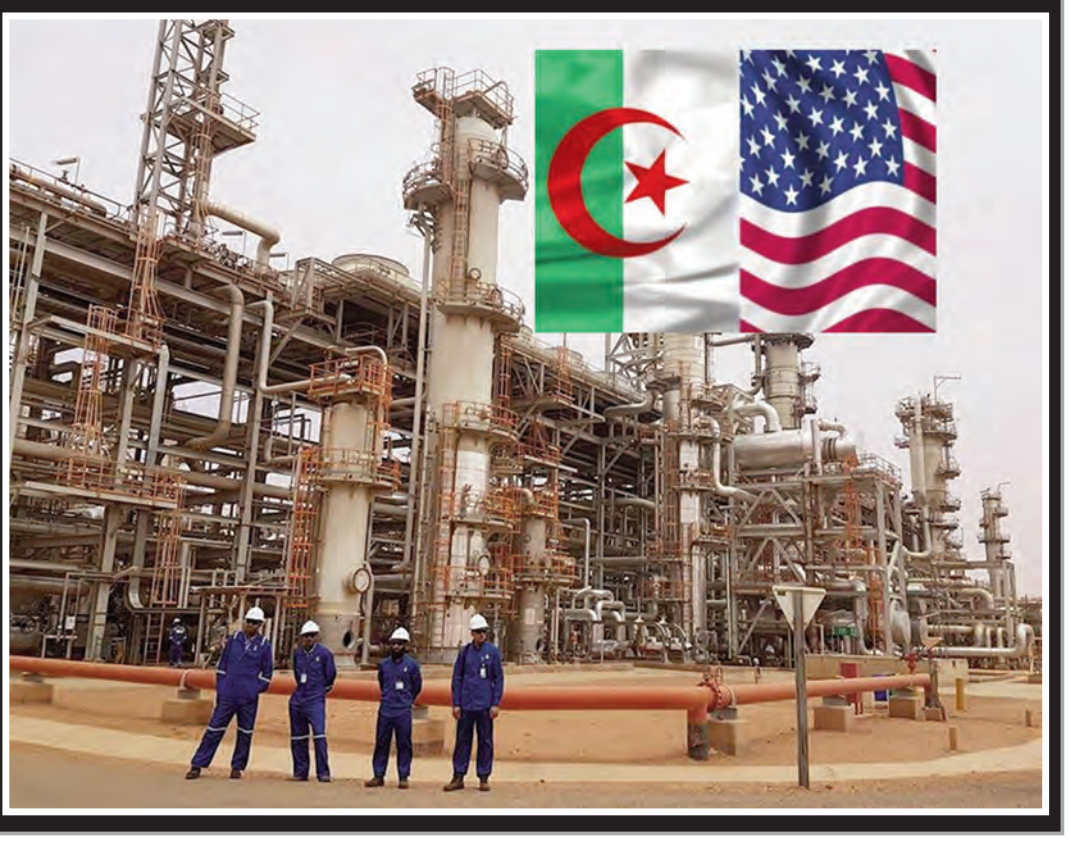
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information - 7e Année - Mercredi 31 janvier 2018
14 Djoumada Al-Awal 1439 - N° 1702 - Algérie : 10 DA / 1 €

Énergie

Washington souhaite un partenariat avec l'Algérie

L'Algérie est perçue de l'optique américaine comme un partenaire fiable avec lequel, Washington souhaite devenir partenaire pour la sécurité énergétique européenne.



>> Lire page 5

Développement local

Les attentes des citoyens au cœur de l'action du gouvernement

Page 3

Coopération

L'Algérie et la Belgique signent un mémorandum d'entente

Ouverture de la conférence nationale sur les alternatives pédagogiques à Ghardaïa

Benghabrit plaide pour l'amélioration de l'acte pédagogique des enseignants

Ph : Fateh Guidoum ©

Page 4

Sit-in national des médecins résidents au CHU Mustapha-Pacha à Alger

Les médecins résidents ont tenu, hier, un sit-in national au centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha-Pacha à Alger. Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA), sommé la semaine passée par le tribunal administratif d'Alger de cesser sa grève de trois mois, a réuni cette fois-ci les résidents de toutes les facultés de médecine du territoire algérien, pour dénoncer le «mutisme» et le «manque de volonté» de la part de la tutelle.

Ph : P. P Agency ©

>> Lire page 24

L'Echo Sportif

JAJ 2018

Ould Ali : «l'Algérie sera prête pour accueillir la compétition»

Pages 21

ANP

Deux dangereux terroristes abattus à Jijel

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une embuscade tendue dans la zone de Mechtet Mohcen, commune de Bordj Tahar, wilaya de Jijel - 5e RM, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, hier, 2 dangereux terroristes», a indiqué, le ministère de la Défense nationale (MDN), dans un communiqué. «L'opération a permis de récupérer 2 pistolets-mitrailleurs de type Kalachnikov, un fusil à pompe et une importante quantité de munitions», a ajouté le communiqué. «Cette opération, qui est toujours en cours, s'inscrit dans la dynamique des opérations menées par nos Forces armées pour assainir notre pays du fléau du terrorisme, et d'asseoir la sécurité la quiétude à travers l'ensemble du territoire national», note le MDN.

Frontières ouest

Mise en échec d'une tentative d'introduction de plus de 3 quintaux de kif en provenance du Maroc

Les éléments des gardes-frontières ont réussi, ce lundi, à mettre en échec une tentative d'introduction, à partir de la bande frontalière Ouest, quelque 318 kg de kif traité provenant du Maroc, a-t-on appris, hier, à Oran auprès des services de la Gendarmerie nationale. Cette opération a été effectuée lors d'une patrouille de contrôle des frontières, menée par les éléments des gardes-frontières près de la localité de Bab El Assa (Tlemcen), précisant que des narcotrafiquants ont tenté de profiter des mauvaises conditions climatiques ayant sévi dans cette région pour acheminer la drogue. Une enquête a été ouverte par les instances compétentes de la gendarmerie de Tlemcen pour élucider cette affaire.

Opération de Khenchela

Identification du 7e terroriste

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération de qualité qui s'est soldée par l'élimination de 8 terroristes, le 26 janvier 2018 à Chechar (Khenchela) - 5e Région militaire, il a été procédé à l'identification d'un 7e criminel. Il s'agit, en l'occurrence, S. Mustapha qui avait rallié les groupes terroristes en 2015», a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.
Dans le même contexte, un détachement de l'Armée nationale populaire «a découvert et détruit, à Aïn Defla - 1e RM, 15 bombes de confection artisanale».
Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des garde-frontières «ont saisi, le 29 janvier 2018 à Tlemcen - 2e RM, une importante quantité de kif traité s'élevant à 318 kg».
En outre, un détachement de l'ANP «a saisi, à Aïn Guezzam - 6e RM, 2 véhicules tout-terrain et 3,78 tonnes de denrées alimentaires». De même, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé 7 individus et saisi 309 comprimés psychotropes et 1470 unités de différentes boissons à Oran, Sidi Bel-Abbès et Mascara - 2e RM».
D'autre part, des garde-côtes «ont mis en échec, à Annaba - 5e RM et Dellys - 1e RM, des tentatives d'émigration clandestine de 70 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 21 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen et Adrar».

Skikda

Arrestation d'un trafiquant de faux billets et saisie de plus de 800.000 DA contrefaits

Les services de la sûreté de Skikda ont procédé à l'arrestation d'un repris de justice de 34 ans, impliqué dans une affaire de falsification de billets de banque et leur mise en circulation sur le marché ainsi que la saisie d'un montant de 810.000 DA contrefaits, a-t-on appris des services de sûreté de la wilaya. Cette même source a précisé que le prévenu dans cette affaire a été interpellé dans la commune de Ben Azzouz (Est de Skikda) avec, en sa possession, un sac en plastique contenant des faux billets de monnaie nationale pour un montant total de 810.000 DA. En coordination avec les autorités judiciaires, les services de la police ont également découvert dans le domicile du mis en cause des détecteurs de métaux et procédé à leur saisie, avant d'ouvrir un dossier distinct à ce sujet. Selon la même source, il s'est avéré que le suspect active au sein d'une bande criminelle spécialisée dans la falsification de billets de banque, leur mise en circulation sur le marché en les promouvant, en sus de détenir, sans autorisation, des appareils de détection d'objets métalliques. Le mis en cause a été traduit, aujourd'hui, devant le procureur près le tribunal d'Azzaba pour délit d'imitation de la monnaie nationale

et mise en circulation sur le marché ainsi que pour détention de détecteurs de métaux sans autorisation, et a été écroué.

El Tarf

18 blessés dans une collision entre un bus et un camion semi-remorque à Aïn Assel

Dix-huit personnes dont 11 femmes et un enfant de moins de trois ans ont été blessés dans un accident de la circulation survenu, hier, à la sortie Est de la commune de Aïn Assel, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Selon la même source, l'accident s'est produit, sur un tronçon de la RN 44 reliant El Kala (El Tarf) à Annaba, lorsqu'un bus de transport des voyageurs assurant la desserte El Kala-Aïn Assel est entré en collision avec un camion semi remorque. Douze des victimes de cet accident (7 femmes et 5 hommes) dont les blessures ont été jugés légères ont été acheminées par les éléments de la Protection civile vers l'établissement public hospitalier d'El Tarf et les 6 autres victimes dont un enfant de moins de 3 ans ont été pris en charge par des particuliers bénévoles, a-t-on encore détaillé. Les blessés sont âgés entre 3 et 81 ans a signalé la même source, indiquant que le chef de l'exécutif, accompagné du président de l'Assemblée populaire de la wilaya (P/APW) Lakhdar Bouhara se sont, aussitôt, rendus à l'hôpital pour s'enquérir de l'état de santé des victimes. Une enquête a été, par ailleurs, ouverte par les services compétents pour déterminer les causes exactes de cet accident de la circulation.

Accidents de la circulation

43 morts et 1 142 blessés en une semaine

Quarante-trois personnes ont trouvé la mort et 1142 autres ont été blessées dans 1010 accidents de la circulation survenus durant la période du 21 au 27 janvier 2018 à travers le territoire national, selon un bilan rendu public, hier, par les services de la Protection civile. Le bilan le plus tragique a été enregistré au niveau de la wilaya de Saïda où 17 personnes sont décédées et 29 autres ont été blessées dans 8 accidents de la circulation. Les unités de la Protection civile ont enregistré, durant la même période, 4670 interventions dans le cadre d'opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses.

Constantine

Saisie de 760 comprimés psychotropes à l'aéroport Mohamed-Boudiaf

Une quantité de 760 comprimés psychotropes a été saisie à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine, a-t-on appris, hier, auprès de responsables des Douanes. La prise a été effectuée, ce lundi, lors du traitement des passagers en provenance de Nice (France), a souligné la même source, précisant que le lot de comprimés classés hallucinogènes a été découvert dans les bagages d'un algérien, la quarantaine originaire de la wilaya de Jijel. Ces médicaments ont été soigneusement dissimulés dans les semelles d'une paire de chaussures appartenant au mis en cause. Une enquête a été diligentée par les services de sécurité compétents pour déterminer l'étendu de ce trafic, 5e du genre détecté à l'aéroport de Constantine depuis début 2018. Les services des Douanes opérant à l'aéroport Mohamed-Boudiaf de Constantine ont saisi près de 5200 comprimés psychotropes dans le cadre de 5 opérations.

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie
Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou
L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information
Directeur de la Publication
Ahsene Saaid
Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi
Directeur Technique
Walid Boumaaraf
Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02
Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04
Compte N° : 00500111400201363101 3
Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59
Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse
Impression
SIA
www.lechodalgerie-dz.com
E-mail : echodalgerie@gmail.com
L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information
@echodalgerie_dz

● Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Développement local

Les attentes des citoyens au cœur de l'action du gouvernement

L'Etat qui a consacré un programme spécial pour le développement des régions frontalières, ne cesse d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens en faisant participer la société civile à tout ce qui a trait au développement de sa collectivité locale.

Ainsi, et en application des directives données en ce sens par le président de la République, la commission multisectorielle pour le suivi du développement local dans la wilaya de Ouargla, a tenu une réunion sous l'égide du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, en présence des représentants des secteurs de l'habitat, l'urbanisme, l'agriculture, les ressources en eau, la santé, les travaux publics et des transports.
Cette réunion traduit, en fait, l'engagement de l'Etat à mener les programmes de développement initié par le président de la République, particulièrement ceux destinés aux régions du Grand Sud. Le gouvernement vise, à travers les différents programmes lancés, à donner une nouvelle dynamique au développement dans ces régions, concrétisée par une décentralisation accrue dans la prise de décision et dans la liberté des initiatives ainsi que par une participation effective du citoyen dans la gestion de sa collectivité.
A ce titre, l'accent a été mis sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, lesquelles permettront de donner un nouveau souffle et une nouvelle image à l'administration et service public. En outre, l'administration se doit d'être à la hauteur des attentes et aspirations légitimes du citoyen, et cela sera effectif par le biais de la mise en place des mécanismes et des moyens nécessaires.
Dans la même optique, il y a lieu de relever la nécessité d'associer les jeunes, notamment, les compétences et les diplômés universitaires, à la réalisation des projets inscrits, alors que l'Etat a assuré qu'il ne renoncerait ni aux acquis sociaux ni à la réalisation des programmes de développement arrêtés, en dépit de la conjoncture économique difficile que traverse le pays.
Le Premier ministre a déjà rappelé les principaux axes du programme du président de la République visant à consolider la cohésion nationale et la stabilité, à valoriser les fondements de l'identité nationale et à consacrer la démocratie participative par l'écoute en permanence du citoyen, le développement des canaux du dialogue avec toutes les composantes de la société, outre la bonne gouvernance et l'amélioration du service public. Le président de la République, faut-il le souligner, avait, maintes fois affirmé que les attentes sociales légitimes exprimées par les populations, demeurent au centre des préoccupations de l'Etat et seront satisfaites à travers les projets qui sont en cours de réalisation et ceux encore en voie d'être lancés et qui concernent tous les domaines d'activité.
De ce fait, les efforts de l'Etat pour renforcer les infrastructures et le développement humain dans tous ses aspects à travers les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux seraient insuffisants s'ils n'étaient accompagnés d'une création de richesse et d'emploi à la mesure des capacités que recèlent ces régions et des attentes que nourrissent notamment les jeunes en quête d'emploi, de valorisation de leurs connaissances et de leurs compétences et, partant, de leur insertion sociale, avait souligné le chef de l'Etat.
Cela étant, les programmes de développement destinés au Sud et aux Hauts-Plateaux sont très ambitieux, alors que des mesures spécifiques devraient s'ajouter aux grands objectifs déjà fixés pour ces régions, en vue d'élargir la base économique et de multiplier les chances d'emploi et de logement pour les populations locales, notamment, les jeunes, ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie.
Il faut dire que dans une conjoncture marquée par de nombreux défis, le gouvernement affiche plus que jamais sa détermination à faire du développement des régions Sud du pays et des Hauts-Plateaux un axe prioritaire de son action dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République et conformément aux directives données en ce sens par le chef de l'Etat.
L'Exécutif, ayant pris conscience de l'importance d'une telle démarche, semble plus que jamais déterminé à donner tout l'intérêt voulu à ces régions, à la prise en charge de leurs problèmes et à l'amélioration du cadre de vie de leurs populations.
Lors de leurs visites sur le terrain, plusieurs membres du gouvernement ont affirmé que le gouvernement prend en charge tous les besoins des citoyens des régions du sud du pays, y compris le dossier de l'habitat, en application des instructions rigoureuses du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.
Les responsables ont également rappelé que le développement durable des wilayas du Sud du pays a toujours constitué une priorité des pouvoirs publics, soulignant que le gouvernement s'attèle à réduire les disparités entre les wilayas du Nord et celles du Sud, appelant les walis, ainsi que les walis délégués, à faire de la prise en charge du développement durable et de l'investissement dans leurs collectivités, une priorité absolue. Le gouvernement avait tenu à réitérer l'engament du président de la République en vue de réunir toutes les conditions nécessaires pour la concrétisation de tous les projets inscrits au titre de développement de ces régions.

T. Benslimane

Ph : P.P Agency ©

L'ECHO D'ALGERIE
www.lechodalgerie-dz.com

Algérie-Russie

Tenue de la 3e session du dialogue stratégique bilatéral

La 3e session du dialogue stratégique bilatéral algéro-russe sur les questions politiques et de sécurité s'est tenue, hier, à Alger, sous la co-présidence du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et du secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Nicolaï Patruche.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des échanges réguliers de concertation entre les deux pays, a permis de procéder à un échange de vues «dense et profond» sur les situations «de crises et de conflits» en Libye, au Mali et au Sahel, au Sahara occidental, en Syrie et en Irak. Elle a également été l'occasion d'aborder les questions liées à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, aux stratégies globales de déradicalisation ainsi qu'à la lutte contre le crime transnational organisé, a ajouté la même source. Les deux parties se sont félicitées de la «qualité» des relations bilatérales marquées par un échange «régulier et permanent» sur les «questions d'intérêt commun» et une volonté «renouvelée» de promouvoir «davantage» ces relations et de «conforter» le partenariat «stratégique» qu'ils entretiennent dans différents domaines, a souligné le communiqué du MAE. Les deux parties ont par ailleurs, souligné leur attachement à la nécessité d'œuvrer à promouvoir des «solutions politiques» aux crises par «le dialogue et la réconciliation, dans le respect des principes énoncées par la Charte des Nations unies».

Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, il a été convenu de «renforcer» la concertation bilatérale et la coordination au niveau international pour faire face à cette menace, notamment, celle inhérente au retour des combattants terroristes étrangers. Cette session qui s'est déroulée dans une atmosphère «amicale et constructive» a permis aux deux pays de faire un «constat de convergence» de vues s'agissant de l'ensemble des questions abordées. Nicolaï Patruchev effectue une visite de deux jours en Algérie, à la tête d'une forte délégation représentant les différentes institutions russes. Mikail Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie a pris part à cette session.

T.M.

Le Président Bouteflika reçoit le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu, ce mardi, à Alger, le secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, Nikolai Patrushev, en visite en Algérie. L'audience a eu lieu en présence du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) et du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel. Patrushev a entamé, hier, sa visite de deux jours en Algérie à la tête d'une forte délégation composée de hauts responsables représentant les différentes institutions russes.

Coopération

L'Algérie et la Belgique signent un mémorandum d'entente

L'Algérie et la Belgique se sont engagées à insuffler une nouvelle dynamique à leurs relations bilatérales, à travers la signature, ce mardi, à Alger, d'un mémorandum d'entente lors d'une réunion de travail co-présidée par le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, et le vice-premier ministre, ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders.

«Nous venons de signer un mémorandum d'entente pour renforcer les consultations bilatérales, ce qui va nous permettre de travailler et de développer la coopération dans différents domaines, en vue de renforcer les relations algéro-belges», a déclaré Reynders à l'issue de la séance de travail l'ayant réuni avec Messahel. Cette réunion a permis, en premier lieu, d'examiner les voies et moyens de «relancer» la coopération économique, précisant qu'«une série d'initiatives seront prises, à cet effet, afin de cibler des domaines de partenariat tels que les technologies vertes, l'économie d'énergie et les énergies renouvelables, le traitement des déchets, ainsi que le traitement et la distribution de l'eau». Le ministre belge a mis, également, en avant le secteur du tourisme, exprimant la disposition de son pays à «renforcer sa coopération avec l'Algérie dans ce domaine, à travers, notamment, l'augmentation du nombre de fréquences des vols vers l'Algérie, pour le passer de 7 à 10 vols par semaine». La rencontre a, en outre, permis aux deux parties d'aborder d'autres questions d'intérêt commun, vu que les deux pays «partagent des préoccupations communes», a-t-il dit, citant «le changement climatique, la lutte contre le terrorisme et le radicalisme, avec, notamment, le retour de combattants étrangers de Syrie et d'Irak». «Nous sommes confrontés au retour de combattants étrangers (de Syrie et d'Irak).

Nous allons, donc, voire comment échanger les meilleures pratiques (pour y faire face)», affirmant, à ce propos, qu'il allait rencontrer le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs pour discuter de la question de déradicalisation.

Abordant le phénomène migratoire, Reynders a estimé que la Belgique et l'Algérie étaient dans des situations «de plus en plus similaires, en étant des pays de destination et de transit».

«Il y a une volonté de renforcer les relations bilatérales, à travers, notamment la multiplication des visites de haut niveau (de part et d'autre)», a-t-il souligné, en annonçant les prochaines visites en Algérie, des ministres belges de l'Intérieur et de la Défense. De son côté, Messahel a souligné la «nécessité» pour les deux pays de renforcer leurs relations bilatérales, notant la décision commune de mettre en place, à cet effet, un «mécanisme de consultation permanente». La réunion a permis également d'«expliquer la nouvelle stratégie de l'Algérie pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures, à travers la diversification de son économie, en optant pour le développement de l'agriculture, du tourisme et d'autres secteurs susceptibles de dégager des opportunités de partenariat», a-t-il expliqué.

La question migratoire a été, aussi, évoquée, a ajouté Messahel, relevant que «cette question nous interpelle tous, et surtout la migration clandestine. Une question qu'il faut prendre en charge sur le plan bilatéral, mais aussi à travers une approche globale, d'où la nécessité d'avoir une convergence de vues» pour y faire face. Il s'agit également du volet sécuritaire, où les deux parties ont procédé à un «échange de vues en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, ainsi que la situation en Libye et dans la région du Sahel».

Il a souligné que «nous donnons toujours la primauté aux efforts qui sont engagés au niveau des organisations internationales sur la Libye, notamment, les Nations unies, mais aussi l'Union africaine qui déploie des efforts pour le règlement de certains conflits en Afrique, tels qu'en Afrique centrale, la République démocratique du Congo et le Sahara occidental».

Ouverture de la conférence nationale sur les alternatives pédagogiques à Ghardaïa

Benghabrit plaide pour l'amélioration de l'acte pédagogique des enseignants

La conférence nationale sur les alternatives pédagogiques et didactiques pour la compréhension de l'écrit a été ouverte, hier, à Ghardaïa, par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, en présence de près de 400 experts, chercheurs et cadres actifs dans des projets et des programmes de l'éducation. Durant ce rendez-vous, il a été question d'améliorer la qualité de l'école. Benghabrit a affirmé que l'école de qualité demeure «une priorité et un choix essentiel pour le pays» soulignant que cette priorité «passe inéluctablement par une amélioration de l'acte pédagogique des enseignants et une formation de haut niveau». Pour Benghabrit, la mise en place d'un système éducatif efficace passe par les trois instruments de travail présentés durant cette conférence, à savoir le référentiel général sur les compétences liées à la compréhension de l'écrit, un lexique avec des concepts opératoires précis et un chronogramme sur la mise en œuvre de ce dispositif qui constitue une feuille de route de cette conférence. Dans ce sens la ministre a indiqué que les enseignants ont besoin d'être accompagnés pour s'acquitter de leur noble mission par l'acquisition de nouvelles professionnalités. Commentant les résultats des évaluations des élèves, notamment, dans la compréhension de l'écrit, la ministre a indiqué que l'absence de la maîtrise de la compréhension de l'écrit a un impact dangereux sur le devenir des nations dans un monde de plus en plus digitalisé. D'après elle, l'enjeu est de savoir si que nos enfants comprennent ce qu'ils lisent, ce qu'ils retiennent de ce qu'ils lisent et surtout ce qu'ils font ou ce qu'ils risquent de faire après avoir lu un écrit ou un message, la ministre a appelé à fédérer les efforts pour accompagner les élèves vers la maîtrise des compétences du XXIe siècle.

Cette conférence sert de cadre aux participants pour un partage d'idées et d'expériences et surtout l'exploration de moyens adéquats pour élaborer une stratégie pour la maîtrise de la compréhension de l'écrit. Le but est de faire émerger un référentiel sur la compréhension de l'écrit, qui permet d'apporter une alternative pédagogique à la lumière des études, des constats et diagnostics élaborés par un panel d'experts, chercheurs et professionnels de l'éducation sur le terrain. Ce référentiel assemble des solutions aux questions fondamentales de base «comment les enfants lisent, quand ils lisent que comprennent-ils quand ils lisent, et quand ils comprennent que retiennent-ils, et quand ils retiennent que font- ils ?». Durant les trois jours de la tenue de cette rencontre, des ateliers se pencheront sur l'examen de plusieurs axes tels que la compréhension de l'écrit : concepts, méthodologie et contexte, la relecture des programmes scolaires, l'enrichissement de la matrice générale de compréhension des élèves, et la mise en place d'un dispositif de formation de formateurs.

Selma D.

Énergie

Washington souhaite un partenariat avec l'Algérie

L'Algérie est perçue de l'optique américaine comme un partenaire fiable avec lequel, Washington souhaite devenir partenaire pour la sécurité énergétique européenne.

«Une des meilleurs façons pour les Etats-Unis et le gouvernement algérien de travailler ensemble est de renforcer la sécurité énergétique de la région par la promotion de la diversification énergétique», a déclaré Sandra Oudkirk, vice secrétaire d'Etat adjoint en marge du forum algéro-américain sur l'énergie qui se tient depuis hier à Houston. Le partenariat avec l'Algérie se veut une approche pragmatique pour assurer la sécurité des approvisionnements de la région, notamment, ceux destinés au marché européen. Selon la diplomate américaine plusieurs pays dépendent encore d'une seule source ou forme d'énergie ce qui les rend vulnérables aux perturbations d'approvisionnement qui menacent leur sécurité économique et nationale. L'Algérie étant fournisseur traditionnel d'énergie pour l'Europe est sollicitée pour desserrer l'étau sur l'Europe, notamment, dépendant du gaz russe. «L'Algérie est un grand fournisseur d'énergie pour l'Europe et nous la félicitons pour être un partenaire fiable, aidant le continent à diversifier ses approvisionnements» avait soutenu la diplomate américaine qui, développa en outre, la disponibilité américaine à encourager l'Algérie à augmenter ses exportations vers l'Europe ainsi que vers d'autres pays du monde. Non sans souligner que «la coopération économique est réellement la base pour des relations bilatérales renforcées. Les pays européens cherchent à assurer leur sécurité énergétique au moment où ils essayent d'imposer des conditions défavorables à leurs fournisseurs traditionnels, incitant de nombreux producteurs à revoir leur stratégie de commercialisation en vue de trouver de nouvelles débouchées à leur gaz. Washington reconnaît toutefois que la non-reconduction des contrats à long terme annoncée par quelques pays européens «pourrait mettre à mal l'approvisionnement du vieux continent qui compte s'orienter de plus en plus au marché spot pour satisfaire ses besoins énergétiques». Les Etats-Unis misent déjà sur les exportations de GNL vers l'Europe centrale et de l'Est, des régions fortement dépendantes du gaz russe. Le Président Donald Trump a promis en juillet dernier, lors d'un sommet à Varsovie, ayant regroupé une douzaine de dirigeants européens, de promouvoir les exportations de gaz naturel liquéfié vers ces pays. Donald Trump a maintenu les objectifs de l'ancienne administration Obama de mettre fin à la prédominance russe sur le marché gazier européen en soutenant le projet de l'union de l'énergie et le développement des infrastructures de GNL. La question avait été

traitée l'année dernière lors de la rencontre annuelle de dialogue politique de haut niveau sur l'énergie entre l'Algérie et l'UE.
L'Algérie a eu à l'occasion de confirmer sa disponibilité de demeurer un fournisseur permanent pour l'Europe et l'Europe un partenaire pouvant aider à l'accroissement des investissements européens dans le secteur algérien des hydrocarbures et la poursuite d'un dialogue qui soit davantage orienté vers la promotion de l'investissement dansb ce domaine.
D'autres pistes ont par ailleurs été défraîchies, il était aussi question, notamment, de la promotion de l'efficacité énergétique, tout un programme qui a des chances de trouver auprès de l'Union européenne l'assistance technique et financière dont dépendra sa mise en œuvre.

L.A. /Ag.

Xavier Driencourt en marge de sa visite à Renault Algérie :

«Les entreprises françaises investissent en Algérie, alors que celles déjà présentes se développent»

L'investissement des entreprises françaises en Algérie est en «plein développement», a déclaré, lundi soir, à Oran, l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt.
«Les entreprises françaises investissent en Algérie, alors que celles déjà présentes se développent», a affirmé l'ambassadeur lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite à l'usine de la société «Renault Algérie Production» (RAP) à Oued Tlélat. «Tous les mois, il y a des entreprises qui viennent en Algérie avec des projets qu'elles souhaitent concrétiser avec des partenaires algériens», a indiqué Driencourt en saluant «l'avancée des discussions entre les opérateurs économiques des deux pays». Evoquant l'exemple de l'usine «RAP» de Oued Tlélat, l'ambassadeur s'est dit «heureux» de voir aujourd'hui des voitures «made in Algeria» sortir de cette structure industrielle où les perspectives tablent sur «la montée en puissance». «Cette usine et bientôt celle de Peugeot-Citroën Production Algérie vont avoir un effet d'entraînement sur l'économie oranaise et aussi sur un certain nombre d'entreprises françaises», a fait valoir Driencourt. Dans le même contexte relatif à l'intérêt des opérateurs économiques français pour l'investissement en Algérie, il a mis l'accent sur l'importance de la rencontre prévue les 6 et 7 février prochain à Alger entre le patronat français (MEDEF) et le Forum algérien des chefs d'entreprise (FCE). L'ambassadeur a également rappelé que 19 accords ont été signés à Paris le mois dernier dans le cadre du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), à la fois dans le domaine industriel et d'autres secteurs comme celui de la formation. «Il y a d'autres projets non annoncés en raison de négociations et discussions en cours entre les partenaires», a ajouté l'ambassadeur. Sur un autre registre, ayant trait à la mémoire, il a déclaré que les restes humains des résistants algériens conservés au Musée de l'Homme à Paris seront restitués à l'Algérie conformément à la décision annoncée par le président de la République française, Emmanuel Macron lors de sa visite de travail et d'amitié en Algérie en décembre dernier.
A ce sujet, l'ambassadeur a fait savoir que le processus de restitution avance, expliquant que «le processus a déjà passé l'étape d'identification des crânes la semaine dernière et évolue actuellement au stade législatif car le Parlement français aura à voter une loi de déclassification». S'agissant des visas d'entrée en France, Driencourt a indiqué que le nombre des délivrances a plus que doublé en l'espace de cinq ans, passant de 200 000 à 413 000 visas. Il a signalé à ce titre que le mode de délivrance de ce document est en phase de transition suite au changement de prestataire à Alger et du fait du nouveau marché conclu avec celui d'Oran sur les modalités de gestion. L'ambassadeur a également tenu à préciser que les prestataires sont des opérateurs pour «la gestion des rendez-vous», tandis que l'examen des dossiers relève de «la charge des consulats».

Lehouari K.

Bedoui en visite de travail à Béjaïa :

«L'emploi des jeunes est la priorité des priorités»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a souligné, ce lundi, à Béjaïa, que l'emploi des jeunes, notamment, des diplômés constitue, sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, la priorité des priorités. Une importance capitale leur est consacrée afin de prendre en charge leurs aspirations et leurs offrir l'occasion de s'accomplir et réaliser leurs projets, a-t-il précisé en marge d'une visite de travail effectuée dans la wilaya et au cours de laquelle, il a pris le pool, de l'implication de la frange juvénile dans l'acte d'investir, notamment, au travers des divers mécanismes d'aides mis en œuvre par l'Etat. Beaucoup de projets ont été concrétisés.
Et leurs réussites a visiblement fait des émules dès lors, où nombre d'entre eux postulent d'ores et déjà à aller au-delà de la micro-entreprise, en visant un statut économique supérieur. L'exemple le plus patent, étant celui donné par une dizaine de candidat de Béjaïa, initialement partis de façon modeste, mais qui aujourd'hui grâce à leur succès taquinent des entreprises chevronnées dans plusieurs branches, en créant une foison d'emploi, mais aussi de la richesse. En guise d'encouragement, le ministre en a profité pour leur attribuer des titres d'accès dans l'espace de la nouvelle zone industrielle d'El Kseur, dont la 1e pierre a été posée à l'occasion.
Le geste se voulait un signe adressé à tous les porteurs de projets pour suivre leur exemple et s'engager dans des activités porteuses, en profitant des facilités accordées pour l'accès au foncier industriel. Béjaïa, qui a bénéficié de deux zones de cette nature, l'une à El Kseur et l'autre à Boudjellil, d'une superficie de près de 360 hectares ainsi que de plusieurs zones d'activités communales, notamment, Seddouk et Kherrata est jugée apte en l'espèce, à faire office de wilaya exemplaire, en captant un nombre considérable d'investissements de tout ordre.
Au demeurant, le ministre a estimé qu'une telle opportunité est de nature à insuffler une dynamique économique nouvelle dans toutes les communes, lesquelles parallèlement, dira-t-il, vont améliorer leurs fiscalités et leurs ressources et par conséquent, le bien-être des citoyens. A ce propos, il a indiqué que cette démarche qui intervient en droite ligne des nouvelles orientations économiques du pays va être généralisée progressivement à toutes les communes du pays, appelées à mieux exploiter leurs atouts et potentialités. Durant cette visite de 2 jours, Bedoui a posé la 1e pierre à Oued Ghir, situé à 10 km à l'ouest du chef-lieu de wilaya, visant la réalisation d'un nouveau pôle urbain, composé de 4200 logements (AADL-LPA) qui viennent ainsi s'ajouter à un ensemble immobilier en construction de plus de 11 000 habitations (toutes formules confondues). «Avec les équipements éducatifs, sociaux et de loisirs prévus, c'est quasiment une nouvelle ville qui s'installe» s'est réjoui le

ministre, satisfait de l'empreinte qui l'a caractérise, notamment, l'occupation spatiales des crêtes, les espaces verts prévus, et l'éclairage public, opérés à l'aide de l'énergie solaire.
Bedoui a également passé en revue plusieurs unités économiques et des exploitations agricoles, toutes en phase d'extension, insistant à chaque fois, sur l'emploi et l'opportunité de maximiser les postes pour les jeunes.

L'ECHO D'ALGERIE
www.lechodalgerie-dz.com

Réalisation des programmes de logement

«La cadence de travail devra s'accentuer davantage», insiste Temmar

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a mis en avant, la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des programmes de logement afin de satisfaire les besoins croissants des citoyens dans ce domaine.

S'exprimant au cours d'une séance de travail et de consultation coprésidée avec le wali de la wilaya d'Alger, Abdelkader Zoukh, en présence d'un nombre important de cadres du ministère et des directeurs exécutifs de la wilaya, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'accélérer le rythme de réalisation et de distribution des logements «afin de pouvoir satisfaire les besoins croissants des citoyens dans les différentes formules de logement».

S'agissant des projets d'habitation au niveau de la capitale, Temmar a affirmé que toutes les mesures visant à donner un nouveau souffle à la réalisation des logements et des structures publiques, allaient être prises en concertation avec le wali d'Alger et les différents cadres du ministère et de la wilaya. Le ministre a proposé à ce propos la tenue d'une série de réunions entre les cadres du ministère et leurs homologues de la wilaya à l'effet d'examiner le taux d'avancement des différentes formules de logement en cours de réalisation au niveau d'Alger.

Dans le même contexte, Temmar a instruit les directeurs exécutifs en charge de l'Habitat à Alger de déterminer les raisons à l'origine du retard observé dans la réalisation des programmes de logement, d'œuvrer à les traiter et à lever les obstacles qui s'y dressent.

Le ministre a souligné par la même occasion la nécessité de réaliser des projets de logement prenant en compte les aspects quantitatif et esthétique, la wilaya d'Alger étant a-t-il dit la vitrine du pays. Répondant aux préoccupations du wali d'Alger concernant la nécessité d'accélérer la réalisation des écoles dans les nouvelles cités où ont été relogées les habitants des bidonvilles et des habitations précaires, Temmar a indiqué qu'avec la coopération de toutes les parties, plusieurs établissements scolaires seront réalisés avant la rentrée prochaine. S'agissant de la rareté du foncier à Alger, le ministre a appelé à exploiter toutes les assiettes foncières (bidonvilles) et à investir dans les espaces propices à la réalisation des programmes de logements publics qui ne nécessitent pas de grandes surfaces comme c'est le cas des programmes AADL.

Dans ce cadre, Temmar a fait savoir que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, accorde un grand intérêt au dossier de la rareté du foncier à Alger et des grandes villes et suit de près le taux d'avancement des projets de logements. Pour ce qui est de la gestion des nouvelles villes réalisées à Alger à l'instar de la ville de Sidi Abdallah, le ministre a précisé que son département œuvre avec les autorités locales et les autres départements ministériels à assurer tous les moyens à savoir les structures éducatives, sanitaires et sécuritaires ainsi que le transport au profit de la population.

Formation professionnelle

Le ministre souligne les efforts du secteur pour le développement du partenariat avec les entreprises économiques

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, a mis en avant, les efforts consentis par son secteur pour le développement du partenariat avec les entreprises économiques en vue d'améliorer le niveau de la formation en l'adaptant aux développements dans les différents domaines. S'exprimant lors de la présentation du programme de son secteur devant la Commission jeunesse, sport et mouvement associatif de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mebarki a souligné les efforts consentis par son département pour «développer le partenariat avec les entreprises économiques et convenir des nouvelles spécialités à ouvrir».

Pour le ministre, cette démarche qui tend à «permettre une plus grande ouverture des établissements de formation sur leur environnement socio-économique est de nature à améliorer la formation de base et renforcer les acquis des travailleurs à travers la formation continue». Le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels œuvre pour «la qualification des jeunes en fonction des besoins du marché de l'emploi pour faciliter d'abord leur intégration professionnelle, garantir l'employabilité et créer des entreprises», a soutenu Mebarki. Dans ce contexte, le ministre a indiqué qu'une «série de mesures ont été prises pour faire aboutir ces démarches, notamment, l'introduction d'un module sur l'entrepreneuriat devant permettre aux stagiaires et apprentis du secteur de la formation professionnelle d'accéder facilement au monde des affaires». Parmi les mesures adoptées pour accompagner les diplômés de la formation professionnelle vers la création de leurs micro-entreprises, le ministre a rappelé le partenariat conclu entre ses services et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem), ainsi que l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), dont les représentants animent des conférences, au niveau des établissements de formation, pour informer et orienter les stagiaires sur les modalités de création des entreprises. A cette occasion, Mebarki a présenté un exposé détaillé sur les mesures visant à améliorer et à développer les performances du secteur, dont la révision de la nomenclature des filières et spécialités pour diversifier les offres de formation et les adapter aux développements dans divers domaines, en y introduisant, notamment, de nouvelles spécialités en rapport avec les technologies de l'information, de la communication et des logiciels. Mebarki a indiqué par ailleurs, qu'outre, les trois modes de formation (Internat-formation par apprentissage- formation à distance), le secteur assure également plusieurs autres dispositifs de formation dont la formation de proximité en milieu rural, la formation des personnes ayant un niveau d'instruction limité, des personnes aux besoins spécifiques et les détenus sachant que plus de 24 000 d'entre eux ont reçu une formation en 2017.

Les membres de la Commission jeunesse, sport et mouvement associatif ont plaidé pour l'élargissement du réseau des établissements de la formation professionnelle, appelant à doter ces derniers de structures sportives pour inciter les jeunes à s'y inscrire. Ils ont en outre salué les efforts consentis pour le développement de ce secteur qu'ils ont qualifié de «stratégique».

Le ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua qui a assisté à cette réunion, a salué l'intérêt accordé par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

Grève à l'ENS de Bouzaréah

Le Conseil scientifique appelle les étudiants à faire preuve de responsabilité

Le Conseil scientifique de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Bouzaréah (Alger) a appelé les étudiants grévistes à «faire preuve de responsabilité» et à reprendre les cours.

Dans son exposé devant le Conseil scientifique de l'école, réunie en session extraordinaire le 25 janvier dernier pour faire le point sur la grève observée par les étudiants, le directeur de l'ENS Bouzaréah a mis l'accent sur la nécessité, pour les étudiants, de «faire preuve de responsabilité et de rejoindre les bancs de l'école avant qu'il ne soit trop tard», soulignant l'importance de «récupérer les cours dans les plus brefs délais afin de permettre aux étudiants de décrocher leur diplômes début juillet prochain et rejoindre par la suite leurs postes dans les délais arrêtés par le ministère de l'Education nationale».

Le Conseil a appelé, pour sa part, l'ensemble des parties à adopter un «dialogue constructif» pour régler tous les différends, exprimant son souhait de voir «les choses reprennent leur cours normal au sein de l'école». Tout en rappelant la réunion intersectorielle tenue entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de l'Education nationale pour contenir la situation, le Conseil a mis l'accent sur la déclaration de la ministre de l'Education nationale qui avait affirmé que «la priorité dans le recrutement des enseignants revient aux diplômés des ENS», les concours de recrutement étant organisés pour «combler le déficit observé dans certaines spécialités». Benghabrit avait assuré que la priorité dans le recrutement des enseignants revenait à ces diplômés au niveau de leurs wilayas.

En l'absence d'un poste budgétaire dans la wilaya de résidence, le choix est donné à l'étudiant diplômé d'être soit recruté dans une wilaya limitrophe ou de s'inscrire dans la plateforme numérique en attendant la libération d'un poste répondant à sa spécialité.

Une rencontre a eu lieu entre le directeur de l'école et les étudiants grévistes la veille du Conseil, au cours de laquelle les étudiants ont mis l'accent sur leur revendication principale à savoir le recrutement au niveau de la wilaya de résidence.

Elsewedy Electric Algérie

Première opération d'exportation de l'année 2018 à hauteur de 20 millions de dollars

Elsewedy Electric Algérie, filiale du groupe Elsewedy Electric et leader du Moyen Orient dans l'industrie électrique, a annoncé, hier, 30 janvier, sa première opération d'exportation de l'année 2018 depuis l'Algérie.

Elsewedy Electric Algérie exportera ainsi plus de 1500 tonnes de câbles électriques conformes aux standards internationaux vers l'Italie, le Qatar et l'Égypte, pour un total de 20 millions $, selon un communiqué. «Nous sommes très heureux de contribuer positivement à l'essor des exportations nationales hors hydrocarbures, et à la réduction de la facture d'importation des câbles électriques. Nous avons hâte de poursuivre cet effort avec de nouvelles opérations d'exports, rendues possible grâce à notre usine algérienne, à Aïn Defla», a déclaré le directeur général adjoint d'Elsewedy Electric Algérie, Riad Fellouh. L'installation de l'usine d'Elsewedy Electric Algérie en 2008 dans la région d'Aïn Defla, pour un investissement de 150 millions $, a permis à l'Algérie de réduire de 35% ses importations en câblages industriels. L'usine a également permis de renforcer les exportations nationales en plaçant ses produits made in Algeria sur de nombreux marchés, tels que la Guinée Equatoriale, l'Égypte, le Chili, le Qatar, la Tunisie, l'Italie, la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Espagne et Bahreïn. Elsewedy Electric Algérie est un mixe entre une expertise internationale (+75 ans de savoir-faire dans l'industrie électrique) et une main-d'œuvre algérienne (+600 employés directs, et +1000 employés indirects). L'entreprise souhaite, en effet, s'inscrire dans son environnement local et permettre à tous ses employés d'accéder à une plus grande spécialisation dans le domaine technique. Pour rappel, le géant de l'électrification propose des solutions énergétiques intégrées : câbles et accessoires, transformateurs d'énergie, génération, transmission et distribution d'énergie. Avec une capacité de production de 30 000 tonnes de câbles électriques par an, l'usine a opté pour le renforcement de ses capacités et va ouvrir en mars 2018 une 3e unité de production, spécialisée dans la fabrication des accessoires de câbles avec une capacité de production de 30 000 unités/an.

M.M. / Ag.

Il regroupera des opérateurs nationaux et étrangers

Le Symposium international sur la finance se tiendra en avril prochain à la Safex

Un Symposium international sur la finance sera organisé le 3 avril prochain à la Safex, avec la participation des opérateurs nationaux et internationaux. Il s'agit du premier du genre en Algérie permettant de mettre en relief les avancées accomplies par les banques et les compagnies d'assurances en la matière, et revenir sur les moyens d'évolution future à la lumière des innovations enregistrées dans ce domaine.

Organisé sous le patronage du ministère des Finances, ce symposium qui s'étalera sur quatre jours (du 3 au 6 avril) portera pour thème : «La place financière algérienne en mouvement». Il sera axé sur 3 segments émergents des marchés bancaires et financiers qui sont l'élargissement des financements participatifs (islamiques, le développement des assurances et l'expansion des réglementents électroniques, a indiqué Abdelmalek Benlaribi , membre du panel de ce symposium, dans une conférence de presse tenue, hier, à Alger. Selon lui, cette rencontre sera sous forme d'une tripartite : banques, assurances et technologie. Elle se déroulera dans un contexte où les questions économiques et financières sont placées parmi les priorités de la nation à travers l'adoption d'un nouveau régime de croissance valorisant et complétant le processus de développement et de prospérité sociale. La mobilisation des ressources d'épargne et de marché devant se substituer aux ressources budgétaires interpelle les acteurs bancaires et financiers pour «constituer un maillon important» de la stratégie économique du pays, ont souligné les intervenants.

C'est pour esquisser cette nouvelle trajectoire et la faire partager avec le public et les partenaires économiques et financiers que ce symposium international prend place avec des thématiques correspondant aux défis actuels du pays dont l'enrichissement de la gamme des financements aux entreprises et investisseurs, la valorisation des nouveaux produits du secteur des assurances et l'élargissement du périmètre de bancarisation des transactions.

Durant ces 4 jours, ce symposium sera marqué par des conférences et ateliers spécialisés qui tournent autour de la cartographie des risques et segmentation des portefeuilles, les systèmes d'informations et solutions intégrées, et les industries locales : matériels et équipements monétiques. Outre, les conférences/débat, ce rendez-vous économique sera marqué par des expositions. «Aujourd'hui, l'environnement économique évolue vers la modernisation, ce qui suppose la disponibilité des systèmes de gestion efficaces et performants qui permettent d'assurer une bonne relation vers la numérisation. La structure de l'informatique doit s'impliquer davantage dans les domaines techniques et commerciaux étant donné que la digitalisation est un moyen concurrentiel très important», a souligné Benlaribi ajoutant que ce symposium sera une opportunité pour sortir avec des solutions informatiques et monétiques.

Présent à cette conférence, l'ancien ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa a indiqué que la finance islamique - un des sujets phares de ce symposium - va mobiliser des financements nouveaux au pays ajoutant dans ce sens le besoin d'élargir la bancarisation est de plus en plus ressenti, alors que ce volet «reste un peu en retrait».

D'autres intervenants ont salué cette initiative qui permet, selon eux, de développer les besoins des clients à travers la participation de toutes les parties prenantes.

Hakima Hadjam

Prix à la consommation

Hausse modérée enregistrée en décembre 2017

L'indice brut des prix à la consommation a connu durant le mois de décembre écoulé, une évolution modérée de 0,3% par rapport au mois de novembre, générée par la hausse des prix des biens alimentaires et des produits manufacturés. Après une variation négative observée en novembre, les prix à la consommation des produits agricoles frais ont connu une hausse minime de +0,3%, au mois de décembre, en raison des hausses plus ou moins importantes de toute la filière. Seuls les fruits ont connu une baisse des prix dépassant les 15%. Par rapport au même mois de l'année précédente, la hausse des prix des produits agricoles est de l'ordre de 7,9%.

Cette hausse a été tirée essentiellement des augmentations des prix des fruits et légumes.

Les fruits avaient donc augmenté de 14,4% alors que les légumes avaient marqué une hausse de 11,5%. Cette hausse a été engendrée pour sa part par l'évolution de plus de 50% des prix de la pomme de terre, indique un rapport de l'Office nationale des statistiques (ONS).

Les produits alimentaires industriels ont également connu une faible évolution de +0,2%, par rapport au mois précédent alors que les services ont évolué de 2,7% contre une hausse de 5,6% enregistrée par les prix des produits manufacturés. Ces prix ont parallèlement une variation de +0,4% en comparaison avec le mois de novembre. Les services se sont caractérisés par une relative stagnation.

En décembre 2017 et par rapport à décembre 2016, le niveau moyen des prix des produits manufacturés augmente de 5,6%, celui des services évolue de +2,7%. Si l'on venait à comparer les données de 2017 et 2016, le rythme d'évolution annuel des prix produits agricoles frais, a également été de tendance haussière tandis qu'une décélération avait caractérisé les trois autres catégories, ce qui a systématiquement influé sur la variation globale.

En effet, de décembre 2016 à décembre 2017, les prix à la consommation avaient augmenté de 4,9%.

Cette hausse reste moins importante que celle observée à la même période de l'année précédente. Elle était de 7,0% de décembre 2015 à décembre 2016. L'évolution annuelle enregistrée en 2017 a quant à elle était moindre que celle relevé en 2016, à savoir de 5,6%, contre 6,4%. En dehors des fruits qui marquent une chute sensible de 15,7%, les autres produits se caractérisent par des augmentations, notamment, la viande de poulet (+5,1%) et les œufs (+3,8%). En décembre 2017 et par rapport à décembre 2016, l'évolution moyenne des prix des biens alimentaires se situe à +5,3% avec une croissance de 7,9% pour les produits agricoles frais et de 2,7 % pour les produits alimentaires industriels. Pour rappel l'indice brut des prix à la consommation a enregistré au mois de novembre 2017 une relative stagnation par rapport au mois octobre, conduite par la baisse des prix des produits alimentaires qui était de l'ordre de 0,6%.

Cette baisse, a été induite de son côté par la décroissance enregistrée des produits agricoles frais qui ont baissé de 1,4%.

Amel Driss

Bouira

Un projet d'un Data-center de dimension internationale

La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Imane Houda Faraoun, a fait état, hier, de l'existence d'un projet d'un Data-Center de dimension internationale qui sera implanté à Lakhdaria dans la wilaya de Bouira.

«Nous avons un projet de réalisation d'un Data-Center de dimension internationale qui sera implanté à Bouira, précisément dans la commune de Lakhdaria». Relevant que cette acquisition est de nature à permettre à l'Algérie de «devenir un hébergeur de données», la ministre a souligné la concrétisation du projet qui va, cependant, «prendre du temps» compte tenu des conditions technologiques «assez complexes» et aussi des négociations à mener avec le partenaire technologique.

Interrogée sur un «prétendu monopole» qu'exerceraient des entreprises chinoises sur le marché des infrastructures algériennes, la ministre a infirmé l'existence d'une telle situation, précisant qu'un «choix technologique a été fait par l'Algérie en optant, sur des bases technologiques, pour deux partenaires chinois (Huawei et ZTE). Elle a souligné que les deux groupes chinois «détiennent 60% du marché mondial», ajoutant qu'«une plus grande partie des marchés conclus avec ces partenaires porte sur la rénovation, expliquant qu'une opération de rénovation ne peut être confiée à un autre fournisseur». Au cours de sa visite à Bouira, la ministre a inspecté plusieurs projets et infrastructures relevant de son secteur.

Au Complexe des télécommunications spatiales d'Algérie Télécom Satellite (ATS), sis à Lakhdaria, elle a suivi un exposé sur l'état d'avancement des travaux de modernisation du centre ainsi que les capacités des différents services et les solutions qu'ils offrent comme la géolocalisation et Internet par satellite. La ministre a procédé par la suite au lancement officiel de la technologie FTTH (Fibre to the home), qui permet, notamment, une augmentation sensible du débit Internet. Cette nouvelle technologie, dont le lancement sera généralisé à travers le pays, est une solution pérenne et sécurisée qui permet un débit Internet jusqu'à 100Mb/s pour les résidentiels et 1 Gb/s pour les professionnels. Elle s'est rendue par la suite dans l'école primaire Akouche-Amar où elle a inauguré une salle multimédia dotée d'ordinateurs et relié à Internet au profit des élèves de l'établissement.

Faraoun a procédé également à la pose de la première pierre du projet de construction de la nouvelle recette principale de la wilaya, qui s'étale sur une superficie de près de 1520 m^2 et qui «contribuera au renforcement du réseau postal de Bouira qui compte actuellement 102 bureaux de poste avec la densité postale d'un bureau pour 7798 habitants. Par ailleurs, la ministre a présidé la cérémonie de signature d'une convention entre Algérie Poste et le Centre national des sports et loisirs de Tikjda (CNLST) portant sur la pose de 20 Guichet automatique de billets de banque (GAB) afin de permettre aux visiteurs du centre de bénéficier des services d'AP et de contribuer à la promotion du tourisme dans la région. A noter que la wilaya de Bouira a bénéficié, dans une première phase, d'un programme FTTH pour le raccordement de 1990 logements situés dans la commune de Bouira et Sour El Ghozlane. Cette première étape sera suivie par un vaste programme au courant de l'année 2018 composé de 72 projets FTTH pour le raccordement de 7224 logements et la modernisation du service au profit de 3657 clients déjà existants.

Blida

Lancement prochain du chantier du 1er hôpital caritatif spécialisé en oncologie pédiatrique

Un hôpital caritatif spécialisé en oncologie pédiatrique, premier du genre à l'échelle nationale, sera prochainement lancé en réalisation à Blida, à l'initiative de l'association «El Badr» d'aide aux malades du cancer, a-t-on appris de son président, le Dr Moussaoui Mustapha. Animant un point de presse consacré au projet de cet hôpital de 60 lits, destiné à la prise en charge des enfants atteints du cancer, le Dr Moussaoui a signalé le lancement prochain du chantier d'une résidence inscrite au titre de ce même projet et destinée aux parents des enfants malades.

«Son plan (résidence) de construction se trouve actuellement auprès de la Direction de l'urbanisme et de la construction de la wilaya, dans l'attente de la délivrance de son permis de construction», a-t-il fait savoir. Concernant la structure de l'hôpital, le Dr Moussaoui a déclaré que ses travaux de réalisation seront engagés dès le «parachèvement de son plan de construction et détermination de son coût financier, avec l'obtention des autorisations y inhérentes auprès du ministère de tutelle et différentes directions concernées. Le responsable a, également, signalé la tenue programmée, le 3 février prochain, à l'initiative de son association, d'un séminaire international sur ce projet, auquel prendront part, outre des spécialistes algériens, d'autres confrères étrangers exerçant dans des hôpitaux d'oncologie pédiatrique en Tunisie, au Liban et en France, entre autres.

Cette rencontre permettra, notamment, de «déterminer le coût nécessité pour ce projet et sa durée de réalisation», a-t-il informé, signalant, aussi, l'exploitation de cette opportunité pour le lancement d'un «appel à dons, en vue de contribuer à sa construction». A noter que l'association a bénéficié, en 2017, d'une assiette foncière de 3000 m^2, mitoyenne au CHU Franz-Fanon, pour l'implantation de cet hôpital spécialisé, qui sera scindé en deux bâtiments, un bloc social destiné à l'hébergement des enfants malades et de leurs parents, avec des espaces scolarité et détente, et un bloc médical destiné aux traitements et soins. Selon le Dr Moussaoui, une délégation de l'association «El Badr» a effectué précédemment une visite au niveau d'hôpitaux similaires à Lyon et Rouen (France) et au Liban, afin de s'informer sur les méthodes de gestion médicale et administrative de ce type d'établissements de santé inexistants en Algérie.

Des campagnes de sensibilisation et d'information sont prévues au lancement via les masses médias nationaux afin de collecter le montant nécessaire pour la réalisation de cet hôpital destiné à la prise en charge d'enfants atteints du cancer de tout le pays, a-t-il par ailleurs, signalé, précisant que l'association a déjà commencer à recevoir des dons de la part de bienfaiteurs.

L'idée de création de cet hôpital a été dictée par l'inexistence de structures spécialisées en oncologie pédiatrique en Algérie, exception faite d'un nombre d'unités abritées par des hôpitaux, a indiqué, à l'occasion, le Pr Chekkal, faisant part de près de «2000 cas d'atteinte par le cancer enregistrés annuellement chez les enfants en Algérie».

Abderrahmane Ghazel, chargé de la communication et de la presse auprès de l'association «El Badr» a, quant à lui, proposé la création d'un club de presse, au sein de l'association, lequel englobera tous les journalistes et correspondants locaux, en vue de la mise au point d'un plan d'information pour soutenir le projet.

Fondée en 2006, l'association «El Badr» de Blida fait office d'association la plus active de la wilaya dans le domaine de soutien des malades atteints du cancer, auxquels elle assure un transport gratuit vers les hôpitaux, tout en veillant à leur prendre des rendez-vous pour leur analyses et accompagnement psychologique, entre autres.

Un hébergement est, aussi, garanti aux malades et à leurs accompagnateurs au niveau du foyer «Dar El Insane», réalisé depuis près de trois ans à Blida, grâce à des dons de bienfaiteurs. En effet, la structure reçoit quotidiennement un flux de plus de 60 malades auxquels elle assure hébergement, restauration, et transport, tout en leur offrant un soutien psychologique et social, à travers des ateliers de couture, coiffure et de sport entre autres. L'ouverture de ce foyer a été dictée par le constat de l'incapacité d'un grand nombre de malades à suivre leur traitement à cause du facteur «éloignement», d'autant plus qu'un taux de 80% des malades affluant vers le CAC de Blida sont issus du dehors de la wilaya, a expliqué le Dr Moussaoui.

Arab M. / Ag.

Annaba

L'accompagnement des universités du Sud du pays une priorité pour le «LaFEF»

L'accompagnement des universités du sud du pays pour la promotion de la recherche et la formation supérieure sur la langue française constitue une priorité dans le programmation d'action du Réseau mixte algéro-français recherche et recherche-formation sur la langue française et expressions francophones (LaFEF), a indiqué, ce lundi, à Annaba, la responsable du pôle Est du réseau, le Pr Latifa Kadhi.

Il sera procédé à cet effet à la définition des mécanismes de développement de la formation et la recherche liées à la langue française et des commissions mixtes superviseront l'organisation de l'accompagnement en ce domaine, a ajouté la même responsable lors des travaux de la rencontre du réseau tenus à l'université Badji Mokhtar. Le *LaFEF* œuvre à promouvoir la recherche et la formation des étudiants et enseignants au travers des antennes de l'école doctorale de la langue française en assurant accompagnement et formation au français et à ses utilisations dans les diverses disciplines, notamment, scientifiques et technologiques, a-t-on indiqué. Outre, la promotion de la formation à travers la soutenance de 1600 thèses masters et 308 autres doctorats depuis la création du réseau en 2011, l'université d'Annaba a connu la création d'un laboratoire de recherche pluridisciplinaire en pédagogie et linguistique animé par 22 professeurs chercheurs et 35 doctorants. Le pôle Est du *LaFEF* est constitué de 9 universités de l'Est du pays. Les travaux de cette rencontre de deux jours du *LaFEF* se tiennent en présence des coordinateurs du réseau représentants les deux parties algérienne et française.

Youcef B.

Constantine

Les habitants des nouvelles cités ont besoin de temps pour s'adapter à leur nouvel espace urbain

Les habitants des nouvelles villes ont besoin d'une «période d'adaptation» pour se fondre dans leur nouvel environnement, et d'un accompagnement garantissant «la pérennité du tissu urbain», a affirmé à Alger, Lilia Makhlouf, architecte et spécialiste de l'identité des villes algériennes.
Animant une conférence intitulée *La ville algérienne entre l'identité arabo-musulmane, le patrimoine colonial et les projets contemporains*» au Centre culturel islamique (CCI), Makhlouf a indiqué que les cités réalisées dans le cadre des politiques de relogement sont *un nouvel espace dynamique* au sein duquel le citoyen a besoin d'une *période d'adaptation* pour s'habituer à ce nouveau tissu urbain qui diffère de la structure traditionnelle.
Se référant à son travail au niveau de la ville de Constantine, la spécialiste a constaté, à titre d'exemple, que les citoyens relogés dans la nouvelle ville Ali-Mendjeli essayent de «reproduire» des référents sociaux dans le but de «récupérer» ce qui ils ont laissé dans leur ancienne ville, à travers, notamment, la construction de mosquées et l'installation de commerces similaires.
La spécialiste qui a qualifié de «positif» le relogement collectif des citoyens dans les nouvelles cités, a affirmé que ce facteur était de nature à garantir «une cohésion sociale» devant contribuer plus tard à redessiner les traits d'un nouvel espace urbain.
Etablissant une comparaison entre l'ancienne ville de Constantine et la nouvelle ville Ali-Mendjeli, la chercheuse a soutenu que les nouvelles habitations étaient «dépourvues d'identité» en raison de l'absence du «facteur d'homogénéité» entre les constructions et les places publiques, autrefois lieu de rencontre public.
Abordant les caractéristiques de la ville de Constantine, Makhlouf a fait savoir que la ville des ponts suspendus avait préservé son cachet urbanistique grâce à sa «topographie singulière», une topographie qui explique, selon la spécialiste l'extension toujours extra-muros du tissu urbain.

M. El Hadi

Saisie de plus de 16 tonnes de viandes impropres à la consommation en 2017

L'inspection vétérinaire relevant de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Constantine a réussi à saisir 16,55 tonnes de différentes variétés de viandes et de poissons, non conformes aux normes de sécurité requises, au cours de l'année 2017, a affirmé, l'inspecteur vétérinaire par intérim, Mourad Benamer qui a précisé, à ce propos, que les services concernés ont saisi 11,4 tonnes de viandes rouges en 2017 contre 8,7 tonnes en 2016, 4,6 tonnes de viandes blanches durant cette même période contre 22,4 tonnes en 2016, ainsi que 554 kg de différentes espèces de poissons contre 188 tonnes en 2016. Aussi, plus de 17 878,8 tonnes de viandes variées ont été contrôlées par les brigades de l'inspection vétérinaire, dans les abattoirs et les étables durant l'exercice 2017, a-t-il indiqué. Ce même responsable a ajouté par ailleurs, que 5 915,5 tonnes de viandes rouges, 11 606,8 tonnes de viandes blanches et 356,5 tonnes de poissons ont été contrôlées, soulignant que ces quantités contrôlées reflètent «la vigilance de l'inspection vétérinaire s'agissant de la nécessité de soumettre toute les variétés de viandes à un contrôle strict». Considérant ces quantités saisies «très importantes» comparativement à celles enregistrées en 2016, notamment, en matière de viandes rouges, Benamer impute cela à une campagne ayant ciblé, assure-t-il, 220 abattoirs et étables exerçant illégalement à travers le territoire de la wilaya de Constantine, en particulier dans le quartier d'Oued El Had du chef-lieu. A noter que l'inspection vétérinaire compte au total 51 vétérinaires et 3 auxiliaires vétérinaires opérant dans les abattoirs dédiés aux viandes rouges de Constantine et d'El Khroub.

M. E-H.

El Tarf

Le douar «La Snic» délabré, les habitants protestent

Une quarantaine de personnes du site rural du douar «La Snic» se sont regroupées, dès 16h ce dimanche, devant le siège de la daïra pour demander des travaux d'aménagement de leur cité dont l'état est qualifié de délabré, selon les déclarations des habitants qui tenaient à exprimer leur mécontentement et leur désarroi.
En effet, ce site dont l'existence remonte à plus de 8 ans a fini par rendre exécrable le quotidien de ses habitants qui endurent le calvaire de la fange et la gadoue en hiver, la poussière et l'absence de commodités élémentaires comme l'assainissement et l'AEP. Et cette action a été déclenchée après qu'un autre site rural, celui de Traïdia à Aïn Allem, eut bénéficié de travaux d'aménagement. Ce n'est que vers 21h que les contestataires ont daigné renter chez eux, sous l'observation de la police et de la gendarmerie de ce mouvement de contestation, après une longue discussion avec le maire venu enfin à leur rencontre. Ce dernier a tenu à les rassurer sur ces revendications légitimes leur demandant de patienter, les rassurant quant à la prise en charge de leur demande.
C'est un total de plus de 160 sites ruraux répartis à travers tout le territoire de la wilaya comptant plus de 6000 habitants souffrant des mêmes difficultés. Le wali a promis de prendre en charge en priorité ces problèmes d'aménagement dont le coût global dépasse les 300 milliards de centimes.

Cnas Khenchela

Prise en charge en 2017 de 90 personnes atteintes de maladies cardiaques

Quatre-vingt-dix personnes atteintes de maladies cardiaques ont été prises en charge par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas) au cours de l'année 2017 à Khenchela, a-t-on appris du directeur de cette agence, Boubakeur Daïf. Certains de ces patients ont subi des interventions chirurgicales, alors que d'autres ont bénéficié d'un suivi médical dans une clinique privée de la ville de Khenchela dans le cadre d'une convention signée en janvier 2017 entre cette infrastructure de santé et la Cnas, a précisé le même responsable.
Les frais de l'hébergement, de la prise en charge ainsi que des médicaments de ces personnes cardiaques, estimés à près de 10 millions de dinars, ont été couverts par la Cnas, a ajouté la même source. Par ailleurs, Daïf a fait part que l'antenne locale de la Cnas prend en charge également les malades atteints d'insuffisance rénale, assurant qu'au cours de l'année 2017, la valeur globale des frais du transport sanitaire vers les centres d'hémodialyse a dépassé les 74 millions de dinars.
Il est à signaler que la campagne nationale de sensibilisation sur les congés de maladies de complaisance lancée par la Cnas en 2017 a contribué à la baisse de 10% de ce phénomène dans la wilaya de Khenchela, a-t-on noté.

ORAN

Réception de 4 nouveaux hôpitaux en 2018

Quatre nouveaux hôpitaux seront réceptionnés en 2018 dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris, ce lundi, auprès des services de la wilaya. Il s'agit de deux hôpitaux d'une capacité de 240 lits aux quartiers Nedjma dans les communes de Sidi Chahmi et Gdyel, un 120 lits à Oued Tlélat et un 60 lits à El Kerma.

Ces infrastructures sanitaires contribueront, une fois mises en service, à accroître les capacités d'accueil et d'améliorer les prestations médicales et la prise en charge des malades leur épargnant des déplacements vers le centre hospitalier universitaire d'Oran (CHUO) et l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) «1er -Novembre 1954» d'Oran, a-t-on souligné.

Ces structures surtout celles de Gdyel et de Sidi Chahmi comportent plusieurs services dont ceux des urgences médicales pédiatriques, de cardiovasculaire, de génécologie obstétrique et de médecine interne, de blocs opératoires et de laboratoires. La wilaya sera également dotée, cette année, de deux cliniques de santé de proximité au niveau du quartier Bouamama (El Hassi) au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Mers El Hadjadj (Est d'Oran), dans la perspective d'améliorer davantage la couverture sanitaire et de rapprocher du citoyen des structures sanitaires. Les cliniques sont dotées de services de maternité, de chirurgie générale, de médecine interne, de pédiatrie, de chirurgie dentaire et de laboratoires. **Lehouari K.**

Lancement prochain d'une «caravane de la vue» au profit des enfants mal voyants des zones éloignées

Une «caravane de la vue» sillonnera prochainement les zones éloignées de la wilaya d'Oran pour «dépister» les enfants scolarisés mal voyants, les examiner et les appareiller sur place, a-t-on appris auprès du service prévention de la Direction de la santé et de la population (DSP). Une équipe formée d'un ophtalmologiste, d'un optométriste, d'un paramédical et du chef de projet d'acuité visuelle se rendra prochainement au niveau des zones éparses de Tafraoui, Boufatis, El Gotni, Aïn El Kerma, Sidi Bakhti, Aïn Tessa, Cap Blanc et autres localités enclavées pour dépister les enfants scolarisés malvoyants, les examiner et les appareiller sur place en lunettes, a indiqué la chargée du programme visuelle de la santé scolaire relevant de la DSP, le Dr Zohra Mokadem, qui a fait savoir que 595 élèves démunis ont été appareillés en monture de verre en 2017, soulignant que le taux de prise en charge des élèves souffrant de troubles visuelles s'est nettement améliorée au niveau de la wilaya d'Oran pour atteindre 67% en 2017 contre 55% en 2010, avec la création d'espaces de consultation d'ophtalmologie au niveau de tous les établissements de proximité de santé publique (EPSP) de la wilaya et hospitalo-universitaires pour le dépistage précoce. La même responsable a assuré que la mise en œuvre réussie du dispositif de prise en charge des maladies oculaires permettra de diminuer non seulement la souffrance individuelle de l'élève malvoyant en plus d'avantages socio-économiques considérables. Dans ce contexte, elle appelle au développement de la formation des optométristes, à la disponibilité des gouttes ophtalmologiques, l'externalisation des consultations d'ophtalmologie et l'élargissement du processus des opticiens conventionnées à tous les enfants scolarisés. En ce qui concerne les appareillages (lunettes), la chargée du programme visuelle de la santé scolaire estime que la formule actuelle de prise en charge des maladies oculaires des enfants scolarisés est restrictive, expliquant que la Caisse nationale d'assurance sociale (Cnas) a conventionné, dans chaque EPSP, des opticiens privés pour les élèves dont les parents perçoivent un salaire ne dépassant pas les 40.000 DA. L'objectif du programme de la santé publique est d'intégrer un système de soins équitable et durable au profit de tous les élèves, a-t-elle fait observer. «Une paire de lunettes peut sauver l'avenir d'un enfant», a-t-elle soutenu, affirmant que les troubles visuelles peuvent empêcher l'enfant de mieux suivre son parcours scolaire. Selon la même source, qui reprend les résultats d'une enquête lancée en 2008 au niveau de la wilaya d'Oran par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière sur le dépistage de certaines pathologies de cécité, la cataracte avait une prévalence de 20,4 %, le glaucome (5,8 %), la rétinopathie (5 %) et 1,4 % pour la cause cornéenne.

L.K.

Relance du projet de réhabilitation de l'agrumiculture dans la partie ouest de la wilaya

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oran envisage de relancer le projet de réhabilitation des plantations d'agrumes dans la partie ouest de la wilaya dont celles des périmètres agricoles des communes de Boutlélis et Misserghine, a affirmé, Tahar Kadi, directeur du secteur. Une sortie sur le terrain a conduit ce jeudi, des experts et techniciens dans le domaine et des représentants de la chambre d'agriculture de la wilaya, pour prendre connaissance de visu des différentes possibilités offertes dans le domaine pour réaliser ce projet, a indiqué Tahar Kadi, déclarant compter, à travers ce projet, «redorer la place historique qu'occupait Oran dans la production des meilleures variétés de fruits surtout les agrumes, ou spécialement la clémentine». Le même responsable a également souligné que la baisse de l'agrumiculture dans la région, qui disposait auparavant des meilleurs produits au niveau national, est due à plusieurs facteurs dont la négligence de cette filière et des remontées du sel en raison de la Sebkha. Cette sortie conduite par le DSA, a été une occasion pour rencontrer les agriculteurs opérant dans l'agrumiculture dans la région afin de les sensibiliser sur l'importance de relancer ce projet et leurs expliquer les différentes mesures incitatives misent en place par l'Etat pour redynamiser le secteur et soutenir les agriculteurs. Cette sortie a permis de recenser toutes les opportunités qu'offre la région et de découvrir cinq périmètres agricoles inexploités dans la région de Misserghine bien que disposant de sources hydriques de qualité, l'agrumiculture nécessitant une eau équilibré, a ajouté le DSA, signalant que l'opération se poursuit pour collecter toutes les données. Il a également affirmé que toutes les dispositions seront prises avec les services concernés pour permettre aux agriculteurs d'exploiter les ressources en eau disponibles dans leurs terres. Les vergers d'agrumes de la wilaya d'Oran ont fortement diminué au cours des deux dernières décennies passant de 560 hectares (260 produisant la clémentine) à 260 ha dont 109 ha réservés à la clémentine en 2017. Tous les acteurs sont impliqués pour la réussite de ce projet à l'instar des experts de la chambre agricole, les techniciens d'instituts spécialisés et les représentants des services de l'hydraulique, selon Kadi.

L.K.

Logements promotionnels aidés

Un quota de 1 000 logements pour la wilaya de Tlemcen

La wilaya de Tlemcen a bénéficié, dans le cadre du programme 2018, d'un quota de 1000 logements promotionnels aidés (LPA), a-t-on appris auprès de la wilaya. Ce quota, affecté par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, sera réparti sur les différentes daïras et communes de la wilaya en fonction de la demande, a-t-on indiqué de même source, précisant que le wali, Ali Benyaïche a instruit les chefs de daïras pour désigner les collectivités locales intéressées et choisir les terrains d'assiettes, en coordination avec les services communaux.

Les responsables concernés doivent choisir des terrains situés à proximité des différents réseaux (assainissement, eau potable, conduites de gaz de ville), afin de faciliter les amenées, a-t-on souligné.

Le responsable de l'exécutif a insisté sur le choix des communes où cette nouvelle formule suscite l'engouement des citoyens, a-t-on ajouté.

Tissemsilt

Réception du tronçon de la ligne ferroviaire Boughezoul-Tissemsilt en juin prochain

Le tronçon de la ligne ferroviaire Boughezoul (Médéa) - Tissemsilt, de 17 km traversant la wilaya de Tissemsilt, sera réceptionné au mois de juin prochain, a-t-on appris auprès de la directrice des transports, Tourki Zahia. En marge d'une visite d'inspection du wali, elle a indiqué que les travaux de ce tronçon qui devaient s'achever en fin d'année dernière ont accusé du retard à cause de l'épuration de la situation financière de cinq entreprises chargées de sa concrétisation.

Cette ligne ferroviaire devra désenclaver la wilaya en la raccordant aux wilayas limitrophes et contribuer par conséquent au développement de la région, a souligné la même responsable.

Le taux d'avancement des travaux de ce tronçon a atteint actuellement 76% avec la réalisation de 94% des ouvrages d'art, a fait savoir Tourki, signalant que le projet de la ligne ferroviaire Boughezoul-Tissemsilt s'étendant sur 131 km est doté d'une enveloppe de 45 milliards de dinars.

En inspectant ce projet, le wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud a insisté sur la coordination entre différents services et entreprises pour accélérer les travaux. Les autorités de la wilaya veillent à assurer un accompagnement permanent aux entreprises de réalisation du projet en programmant des visites au chantier tous les trois semaines. Le chef de projet, Abdelkader Chandarli prévoit la fin des travaux de la gare ferroviaire principale de Tissemsilt en juin prochain, soulignant que cette gare est construite, selon les normes modernes disposant de commodités nécessaires. Pour sa part, le wali a annoncé des projets d'habitat et d'équipements publics dont un parking pour véhicules à proximité de cette infrastructure.

El Bayadh

Une délégation de la commission agricole du Conseil de la nation en visite

Une délégation de la commission d'agriculture du Conseil de la nation a effectué, ce lundi, une visite dans la wilaya d'El Bayadh pour s'enquérir de la situation du secteur et prendre connaissance des préoccupations des agriculteurs.

Composée de sept membres, cette délégation conduite par le président de la commission, le sénateur Yahi Mokhtar, est arrivée, ce dimanche soir, dans la wilaya pour inspecter des projets d'investissement dans la région de Brizina (85 km au sud de la wilaya), notamment, le projet agricole de partenariat privé algéro-américain occupant une superficie de 20 000 hectares et adoptant des technologies modernes pour la mise en valeur de près de 20 000 ha dont 450 ha ont été réservés à la culture de pomme de terre d'arrière-saison pour une production de plus de 150 000 quintaux réalisée à l'issue de la campagne achevée dernièrement, selon les explications fournies.
Au mois de mars prochain, 400 ha seront réservés à la production de pomme de terre de saison, selon les responsables du projet, qui ont souligné que celui-ci s'étale sur 7 phases et prévoit l'apport de 20 000 têtes de vaches laitières et la production du fourrage.
La délégation a également visité le centre de reproduction de la gazelle à Brizina.
Une expérience pilote qui déplore l'exiguïté de la réserve protégée (8 hectares seulement) consacrée à l'élevage de cet animal menacé d'extinction, a-t-on fait savoir.
Cette réserve compte 146 gazelles dont 36 de race «Rym» et 110 de race «Dorcas».
En outre, la délégation s'est enquise de plusieurs projets dans les zones industrielles d'El Bayadh dont celui des minoteries dans la zone d'activités entrée en service en 2017 produisant 2625 quintaux/jour de farine et générant 60 emplois permanents et 30 temporaires, ainsi que le projet de la laiterie qui entrera en service en avril prochain pour une production de 70 000 litres de lait/jour et le projet de silo de stockage de céréales d'une capacité de 10 000 tonnes au chef-lieu de wilaya dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de 30%.
Le directeur des services agricoles par intérim, Saâd Houari a souligné que cette visite de trois jours permettra de soulever les préoccupations du secteur agricole dans la wilaya, notamment, pour ce qui est du projet d'un réseau d'électrification rurale de 150 km, gelé depuis 2015, du projet de chambre de stockage en froid de 5000 m^3 non encore lancée en travaux et du projet du complexe de viandes rouges à Bougtob dont la réception a pris du retard. La délégation des sénateurs poursuivra, ce mardi, sa visite dans la wilaya par des rencontres avec les agriculteurs et les éleveurs.

Menad S.

El Oued

Le développement des zones frontalières au Sud-est au centre d'une rencontre

Le développement de la bande frontalière du Sud-est a été au centre d'une rencontre organisée à El Oued, consacrée à la présentation de la première phase d'un plan d'étude d'aménagement de cette région.
Initiée par la Direction générale de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ce plan d'aménagement des zones frontalières du «Sud-est», est une vision prospective, à moyen et long termes, à travers la mise en place d'une feuille de route susceptible de développer ces régions, a indiqué le directeur général de l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires, Madjid Saâda. Le lancement de ces études entre dans le cadre de la stratégie définie par le président de la République pour l'aménagement des régions frontalières et leur développement afin de répondre à l'attente de la population, notamment, en matière d'amélioration du cadre de vie du citoyen dans les zones enclavées et reculées. Madjid Saâda a indiqué que la 1re phase de l'étude de ce plan s'articule autour de l'identification des contraintes gênant l'essor effectif de ces régions, afin de trouver des solutions et des alternatives susceptibles de favoriser un climat d'investissement prometteur aux plans économique et socioculturel. Le mécanisme de démocratie participative est adopté pour la première fois dans la collecte de données préliminaires pour l'élaboration de la première partie du plan.
Un mécanisme qui associe l'ensemble des acteurs dans les régions frontalières (élus, notables, investisseurs et académiciens) à travers la prise en compte de leurs doléances et propositions allant dans le sens de l'ouverture d'horizons à l'investissement industriel et agricole, a expliqué Saâda.
L'élaboration de l'étude en question vise aussi la satisfaction effective des attentes en matière de développement des populations des régions frontalières, par de nouvelles mesures incitatives susceptibles d'attirer les compétences et les investisseurs, deux facteurs clés de l'équation de développement.
Cette rencontre (pour le Sud-est) consacrée à la présentation et la discussion de la première phase de l'étude d'aménagement des régions frontalières, est la 3e du genre après celles organisées dernièrement à Tamanrasset et à Adrar, et supervisée par l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires.

Merzougua M.

Ouargla

20 projets touristiques en cours de réalisation

Une vingtaine de projets touristiques sont en cours de réalisation dans la wilaya de Ouargla, sur les 40 avalisés à la fin de l'année 2017 par le ministère du Tourisme, a-t-on appris auprès de la Direction du tourisme et de l'artisanat (DTA). 19 de ces projets sont en cours de réalisation, à des taux d'avancement estimés entre 40% et 90%, et concernent diverses infrastructures (village touristique, hôtel et motel), dont trois hôtels implantés à la zone des équipements à Ouargla, d'une capacité de 100 lits chacun, à livrer prochainement, a précisé le DTA, Abdallah Belaïd.
Le reste des projets est en phase de règlement de certaines contraintes ayant gêné leur lancement, tels que le financement bancaire et le retard dans l'obtention du permis de construire, a-t-il signalé. Le même responsable a fait part du lancement, cette année, de trois projets de grands hôtels au chef-lieu de wilaya, susceptibles de contribuer à l'augmentation de la capacité d'accueil.
Ces structures sont appelées à booster le secteur à la faveur de l'amélioration des prestations touristiques et le renforcement du parc hôtelier qui totalise actuellement 29 structures hôtelières, cumulant une capacité de 1775 lits. L'investissement touristique dans la wilaya de Ouargla a connu ces dernières années une relance, à la faveur des mécanismes préconisés par l'Etat pour encourager l'investissement dans le secteur.
Ces efforts visent la relance du tourisme saharien, en adoptant de nouveaux mécanismes et moyens susceptibles de promouvoir cette richesse et d'en faire de la région une destination touristique privilégiée.

Naâma

82 clubs verts dans des établissements scolaires bientôt installés

Pas moins de 82 clubs verts seront installés dans les établissements scolaires de la wilaya de Naâma avant la fin de l'année scolaire en cours, a-t-on appris, ce dimanche, auprès de la directrice de la Maison de l'environnement. Le réseau de formateurs en environnement s'occupe de l'installation de ces clubs au sein des établissements scolaires des 3 cycles en concrétisation d'une convention signée entre les directions de l'Education et de l'environnement qui porte sur la création de 114 clubs verts, a indiqué Hafiane Keltoum.
Avec l'extension des clubs verts dans la wilaya de Naâma en 2018, leur nombre atteindra 196 à travers 129 écoles primaires, 44 CEM et 23 lycées avec comme rôle de sensibiliser la population scolaire sur la préservation de l'environnement, de mener des campagnes de reboisement, de nettoiement et autres. Chaque club vert se compose du directeur de l'établissement concerné et d'un enseignant bénévole qui sont formés et suivis par un ingénieur de la maison de l'environnement et d'un élève qui est l'ambassadeur de l'environnement dans son établissement.
Il comporte des ateliers de théâtre vert de plein air, de chant écologique, de jardinage, de travaux manuels, de recyclage et autres s'adaptant à la nature de la région. Les activités de la maison de l'environnement de la wilaya ont été marquées, l'an dernier, par la formation de 200 élèves des membres de clubs verts des établissements scolaires dans plusieurs domaines dont l'utilisation des technologies d'information et de communication (TIC), a-t-elle rappelé.
En outre, la maison de l'environnement a organisé des sessions de formation de guides en environnement au profit de fonctionnaires des secteurs de la police, de la jeunesse et des sports, de l'éducation, de la Protection civile et de professionnels des secteurs public et privé. Parmi les autres activités, des campagnes de sensibilisation sur les risques menaçant l'environnement dont la pollution, la désertification avec l'organisation d'expositions avec la participation d'acteurs actifs dont la cellule de protection de l'environnement relevant de la Gendarmerie nationale, de la Conservation des forêts et des clubs verts opérant en milieu scolaire et les Scouts musulmans algériens (SMA).

Tamanrasset

Plus de 1 940 places de formation offertes pour la session de février

Au total 1944 nouvelles places de formation sont offertes dans la wilaya de Tamanrasset, en prévision de la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session de février), a-t-on appris des responsables du secteur. Elles sont réparties sur la formation résidentielle (450 places), la formation qualifiante (750), dont 390 places destinées à la femme au foyer et les contrats de qualification (100) et autres, a précisé le directeur du secteur Ghazi Mermouri. Cette session sera marquée par l'ouverture de 4 nouvelles spécialités adaptées aux besoins du marché du travail, à savoir le secrétariat, le multimédia, la gestion des équipements d'impression et la pose de marbre, a-t-il ajouté.
Les nouvelles spécialités vont contribuer à la diversification d'opportunités de formation offertes aux stagiaires et la génération d'une main-d'œuvre qualifiée susceptible de participer au développement local, a-t-il souligné. Un programme d'information et de sensibilisation a été lancé pour orienter les citoyens sur les types de formations assurées par les établissements du secteur dans la wilaya, notamment, à travers l'organisation de Portes ouvertes et de caravanes de proximité, selon la même source.

12-13 TIC + SANTE:12-13.qxp 30/01/18 17:53 Page 1

L'ECHO D'ALGERIE

Facebook va mettre en avant les infos locales

Facebook va rendre plus visibles les informations locales sur le fil d'actualités de ses utilisateurs, d'abord aux Etats-Unis puis dans d'autres pays, nouvelle déclinaison de ses actions censées limiter la désinformation et les divisions au sein de la société.

«Des informations locales contribuent à créer une communauté, sur Internet comme dans la vie», écrit le patron de Facebook Mark Zuckerberg sur sa page, ce lundi, tentant ainsi une nouvelle fois de répondre aux critiques qui pleuvent sur le réseau. Elles contribuent «à faire en sorte que le temps que nous passons sur Facebook est du temps de qualité», a ajouté le jeune milliardaire, qui a promis en début d'année une série de mesures pour limiter la diffusion de la désinformation et pour améliorer le contenu de ce qui circule sur le réseau revendiquant 2 milliards d'utilisateurs. «A partir d'aujourd'hui, nous allons vous montrer davantage de publications provenant de médias situés dans votre ville, petite ou grande», précise le patron du réseau, qui ajoute que le changement intervient d'abord aux Etats-Unis avant d'être étendu à «plus de pays cette année». Depuis le début de l'année, Facebook a déjà annoncé qu'il allait privilégier les publications des amis et proches des utilisateurs au détriment des sources plus institutionnelles (médias, marques...) puis qu'il allait demander aux usagers de l'aider à classer les sources d'information par degré de «fiabilité», une initiative qui a suscité un certain scepticisme, certains estimant que cela pourrait se révéler contre-productif.
Les critiques pleuvent depuis plus d'un an sur les réseaux sociaux, en particulier Facebook, accusés d'avoir laissé pulluler la désinformation en particulier pendant la campagne présidentielle américaine de 2016 et d'être dangereux pour la démocratie ou encore d'entretenir une addiction décérébrante aux réseaux sociaux. Le groupe communique désormais très fréquemment pour montrer son intention de réagir à ces critiques.

TomTom ne supporte plus ses vieux GPS

Si vous utilisez le même GPS TomTom depuis des années, vous pourriez bien devoir en changer dans peu de temps, au risque de ne plus profiter des mises à jour de sa cartographie. TomTom a annoncé qu'il allait cesser de corriger les cartes de ses anciens modèles de boîtiers GPS. Pour justifier son choix, le constructeur avance que ces appareils «ne sont pas suffisamment puissants pour supporter ses nouveaux logiciels et cartes.» Comme l'explique Vincent Martinier, responsable Marketing et Communication de TomTom, les modèles récents utilisent désormais des technologies lourdes, comme un affichage 3D, par exemple.

Autre raison, le coût de maintenance de ces anciens GPS

Pour TomTom, il est devenu supérieur aux revenu générés par l'achat de mises à jour - Une pratique qui, soit disant en passant, n'a plus court sur les derniers modèles, les mises à jour étant désormais gratuites. Concernant la question de l'obsolescence programmée, TomTom la réfute. Selon le constructeur, «au bout d'X années de service, l'investissement initial du consommateur est jugé rentabilisé.» À ce titre, le plus récent modèle impacté date de 2011 (GO 825). Quant aux solutions embarquées dans les tableaux de bord des voitures, aucune n'est touchée pour le moment. Seule une solution hybride, le GO I-90, qui s'installe dans un espace autoradio double-DIN fait partie de la liste. TomTom ne laisse pas ses consommateurs sur le banc de touche. Plusieurs choix s'offrent à eux.
Soit ils peuvent continuer à utiliser leurs appareils qui, en l'absence de mise à jour, perdront en précision au fil des ans. Autre solution : changer d'appareil. Pour cela, TomTom met en place une offre de remplacement. Deux modèles récents sont ainsi affichés à prix réduit : le GO 520 passe de 229,95 € à 183,96 € et le GO 5200 passe de 329,95 € à 230,96 €, soit des ristournes respectives de -20% et -30%.

Google Clips la petite caméra autonome arrive fin février

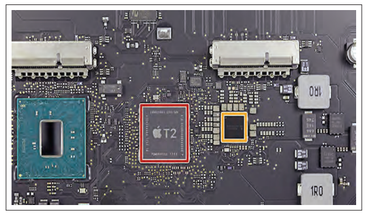
Après l'avoir annoncé il y a environ 4 mois, lors de l'événement PIXEL 2, la caméra intelligente Google Clips est enfin disponible pour le prix de 249 $. Cette mini caméra serait capable de savoir quand il faut filmer et quand ne pas le faire sans l'intervention de son propriétaire. C'est grâce à l'Intelligence artificielle intégrée dans la caméra que cela est rendu possible. Concrètement, la caméra filme en continu, mais n'enregistre pas tout ce qu'elle filme… Elle avait été officiellement lancée le 27 janvier dernier, et est enfin disponible en précommande pour une livraison à partir de la fin du mois de février. Google Clip est une caméra très petite, de 60.5 gr, avec un capteur 12 Mpx capable de filmer à 15 fps avec une résolution relativement correcte compte tenu de sa taille (1920 x 1080). La caméra dispose de 16 Go de mémoire interne non extensible et peut enregistrer jusqu'à 3 h de vidéos. Une fois enregistrées, les vidéos peuvent être automatiquement envoyées à l'application Google image par Wifi et Google rappelle que la caméra est entièrement autonome et n'a pas besoin d'être connectée à un réseau ou un smartphone pour fonctionner. Mais cela n'empêche pas le fait qu'elle peut être connectée à une application dédiée, disponible sous iOS et Android, qui peut-être pratique pour transférer les vidéos sur un smartphone ou les partager sur les réseaux sociaux. Malheureusement, cette annonce ne concerne pas le marché français où la Google Clip n'est pas encore prévue.

Le monde compte désormais plus de 4 milliards d'internautes

Plus de la moitié de la population mondiale est maintenant en ligne, 250 millions de nouveaux utilisateurs sont apparus en 2017, et les deux tiers des 7,6 milliards d'habitants de la planète ont maintenant un téléphone mobile.
L'Afrique est le continent connaissant la croissance la plus élevée, le nombre d'internautes sur l'ensemble du continent ayant augmenté de plus de 20 % par rapport à l'année précédente.
On apprend de même que la moitié des téléphones utilisés aujourd'hui sont des téléphones multifonctions, de sorte qu'il est de plus en plus facile pour les gens de profiter d'une expérience Internet où qu'ils se trouvent. L'utilisation des réseaux sociaux continue de croître rapidement elle aussi puisque plus de trois milliards de personnes dans le monde utilisent désormais les médias sociaux chaque mois, neuf utilisateurs sur dix accédant aux platesformes de leur choix par le biais d'appareils mobiles. Si les chiffres évoqués ci-dessus ne sont pas assez vertigineux pour vous, voici un florilège en 5 points des faits marquants de cette étude : l'internaute moyen passe maintenant environ six heures par jour à utiliser des appareils et des services alimentés par Internet, soit environ un tiers de sa vie éveillée. Si nous cumulions ces chiffres pour les quatre milliards d'internautes dans le monde, nous passerions l'équivalent d'un milliard d'années en ligne en 2018. Les Philippins sont et restent les plus gros utilisateurs de réseaux sociaux avec quatre heures par jour passées sur Facebook et compagnie. Les téléphones multifonctions sont définitivement l'outil de navigation préféré des internautes (54 % de part de trafic Internet pour les smartphones). Facebook est ultra dominateur. Que ce soit dans le domaine des réseaux sociaux ou dans le domaine des messageries (WhatsApp et Messenger), c'est la firme de Mark Zuckerberg qui remporte la part du lion en termes d'utilisation et d'adoption par les utilisateurs. Les revenus générés par le commerce en ligne ont augmenté de 16 % en un an, et valent 1.500 milliards $. Le rapport complet est disponible sur le site Wearesocial.

Apple va équiper trois Macs avec des puces faites maison

Aucune information n'a percé concernant l'utilisation finale des puces ainsi embarquées, mais selon Bloomberg, elles seront intégrées dans les prochaines éditions des Macbook et dans un ordinateur de bureau de la marque à la pomme. Apple fabrique des puces pour ses téléphones multifonctions, tablettes et objets connectés depuis quelques années déjà, mais l'intégration de puces maison dans les Mac est un phénomène récent. Apple a commencé à suivre cette tendance avec le modèle 2016 du Macbook Pro avec Touch Bar. À l'époque, Apple avait intégré une puce servant à gérer ladite Touch Bar et Touch ID. Puis, il y a un mois de cela, la compagnie a intégré une puce Apple dans l'iMac Pro chargée, entre autres choses, des parties audio, du traitement d'images, et cryptage. Le fait qu'Apple fabrique et utilise de plus en plus ses propres puces est un signe fort d'indépendance vis-à-vis des fondeurs, mais montre aussi que la firme de Cupertino est en mesure de concevoir ses produits avec une intégration matérielle et logicielle optimale.
L'information marquante est donc que la compagnie pourrait bien, dans un futur plus ou moins proche, se passer d'Intel. Avec les processeurs Apple intégrés dans les iPhone et iPad (le A10X dans l'iPad Pro par exemple), Apple a déjà démontré son savoir-faire en matière de processeurs performants, et il semblerait que ce ne soit qu'une question de temps avant que la compagnie n'intègre que ses propres processeurs dans ses ordinateurs.



Le régime méditerranéen pourrait lutter contre l'infertilité féminine

Le régime alimentaire méditerranéen composé de fruits et de légumes contribue à une grossesse réussie, affirment des médecins grecs après avoir étudié l'influence des produits consommés par des femmes qui suivaient un traitement pour combattre l'infertilité.

En suivant le régime alimentaire méditerranéen, basé sur la consommation régulière de légumes et de fruits, les femmes pourraient tomber enceintes et mettre au monde un bébé plus facilement, estiment des médecins grecs dans un article, publié sur le portail EurekAlert.
244 femmes qui répondaient aux questions d'une enquête lors de leur visite dans une clinique où pour une fécondation in vitro, ont participé à cette recherche. Les scientifiques ont analysé leur régime alimentaire, selon le critère de MedDiet qui montrait à quel point leur régime s'approchait du régime méditerranéen. En conformité avec les coefficients de MedDiet, les femmes ont été divisées en trois groupes. Au fil de la recherche, les scientifiques ont pu constater que le groupe avec le cœfficient de MedDiet le plus bas, avait un taux de grossesses réussies au plus bas, par rapport aux autres femmes. En revanche, la croissance de ce cœfficient augmentait de 2,7 fois la possibilité de mettre au monde un bébé en bonne santé. Le régime méditerranéen est caractérisé par la consommation en abondance de fruits, de légumes, de céréales, d'herbes aromatiques et d'huile d'olive. Il s'agit en plus d'avoir une consommation modérée de produits laitiers, et d'œufs.
Une consommation limitée de poisson et une consommation faible de viande font également partie de ce régime.

Importante vague de diabète adulte et d'hypertension en Inde

L'Inde, qui représente 1/6e de la population mondiale, connaît une vague de diabète adulte et d'hypertension artérielle qui frappe les riches comme les pauvres, révèle une étude représentative du pays menée parmi plus de 1,3 million de personnes. Ces deux pathologies accroissent fortement le risque de maladies cardio-vasculaires et de mortalité, rappellent les auteurs de cette étude effectuée entre 2012 et 2014 et publiée, ce lundi, dans le Journal of the American Medical Association (JAMA), Internal Medicine.
«Chez les Indiens d'âge moyen et plus âgés vivant dans l'ensemble des régions de l'Inde et appartenant à tous les groupes socioéconomiques, la fréquence du diabète adulte (type 2) et de l'hypertension, atteint des taux alarmants», écrit dans un éditorial accompagnant la recherche la docteure Alka Kanaya, professeure adjointe de l'Université de Californie à San Francisco. Au total, la prévalence du diabète est de 6,1% de la population parmi les femmes et de 6,5% chez les hommes, ce qui reste moins élevé qu'en Chine et aux Etats-Unis où ce taux est respectivement 12% et 9% des adultes. Quant à l'hypertension, 20% des femmes et 24,5% des hommes en souffrent en Inde.
Même chez les jeunes adultes de 18 à 25 ans, les auteurs ont été surpris du taux élevé d'hypertension (12%). «La fréquence de l'hypertension en Inde est plus élevée chez les adultes de moins de 45 ans qu'on ne l'estimait auparavant et dépasse aussi celle en Europe centrale et de l'Est.
Ce groupe démographique dans ces régions du vieux continent était considéré jusqu'alors comme ayant le taux le plus élevé d'hypertension», précisent les auteurs. Parmi les foyers indiens les plus démunis dans des régions rurales, le taux de diabétiques et d'hypertendus atteint respectivement 5,9% et 30%. Selon les responsables sanitaires, la fréquence élevée de ces maladies s'explique par une combinaison de tabagisme étendu, de susceptibilité génétique au diabète et un manque d'accès à des soins médicaux de qualité.
«Comprendre comment les taux de diabète et d'hypertension varient dans un pays aussi peuplé que l'Inde est essentiel pour mettre en œuvre une prévention, un dépistage et des services de traitement efficaces», explique Pascal Geldsetzer, chercheur à la faculté de médecine de l'Université de Harvard (Massachusetts).
«L'Inde dispose d'une fenêtre pour investir dans son système de santé publique pour répondre efficacement à cette double épidémie de diabète et d'hypertension, deux grandes causes de mortalité», estime le docteur Rifat Atun, professeur à Harvard.

Ne pas sous-estimer les signes de malaise vagal

Le malaise vagal est provoqué par une baisse brutale de la tension artérielle et, par conséquence, du rythme cardiaque. La personne se sent étourdie et peut s'évanouir. Ce type de malaise est assez fréquent et rarement dramatique. La victime reprend ses esprits spontanément, il suffit de s'assurer qu'elle a bien récupéré en la laissant au sol pendant quelques minutes et en surélevant ses jambes jusqu'à son réveil complet. Apprendre à reconnaître les symptômes avant-coureurs permet d'éviter des chutes dangereuses et de prendre les précautions nécessaires pour éviter que la situation ne s'aggrave.

Si vous vous levez trop vite, il peut arriver que vous ayez une sensation de vertige

Lorsqu'on est couché, le sang est distribué de façon uniforme dans le corps, mais quand on se lève, il «tombe» vers le bas à cause de la gravité, et la tension chute.
Si vous ressentez souvent cette sensation désagréable, pensez à contracter les muscles du bas du corps pour relancer la circulation du sang vers la moitié supérieure avant de vous lever.

Si vous voyez des tâches devant les yeux

La pression au niveau des globes oculaires donne un signal très rapide de malaise vagal.
Ces vaisseaux sanguins sont les premiers à ressentir le manque de sang. Si vous commencez à voir des tâches ou des flashes lumineux devant vos yeux, asseyez-vous ou allongez-vous aussitôt et placez votre tête entre vos genoux pour rediriger le flux sanguin vers le cerveau.

L'hyperventilation

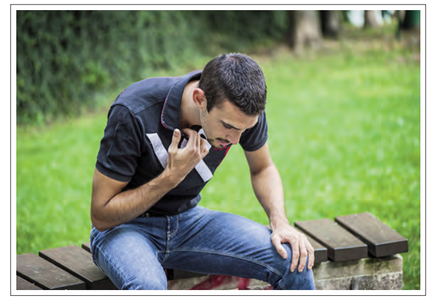
Avant de s'évanouir, la plupart des personnes entrent en hyperventilation. Le cerveau détecte des niveaux d'oxygène bas, à cause de la mauvaise circulation du sang, et déclenche une réaction qui nous pousse à respirer plus vite. Si vous commencez à hyperventiler, allongez-vous, fermez les yeux et placez une main sur votre ventre. Concentrez-vous pour inspirer lentement et profondément en gonflant votre estomac comme un ballon.

Les picotements

Quand le flux sanguin vers le cerveau diminue, le calcium peut également chuter d'un coup.
Si c'est le cas, vous pouvez ressentir une sensation de picotement ou d'engourdissement au niveau des extrémités.
Desserrez votre ceinture et tout autre vêtement qui vous serre, asseyez-vous et respirez pour renvoyer de l'oxygène et du sang jusqu'à votre cerveau.

Un coup de chaud

Si vous êtes sur le point de faire un malaise, vous pouvez avoir une sensation de chaleur dans tout votre corps. Le cœur provoque une augmentation rapide du flux sanguin pour compenser le manque de sang et d'oxygène du cerveau. Sauf que le sang arrive aux mauvais endroits : les jambes et les bras. Allongez-vous au frais, à l'ombre, et buvez un peu d'eau en attendant que le malaise passe.



La vision du tunnel

La perte de vision périphérique est le résultat d'une chute de la pression artérielle pouvant conduire à l'évanouissement.
Dans cette situation, ne vous forcez pas à rester debout ou à cligner des yeux pour mieux voir. Asseyez-vous ou couchez vous immédiatement pour éviter de vous effondrer.

Le stress aurait une influence sur la fertilité

Comme le montre une étude de l'université de Louisville dans le Kentucky (USA), publiée dans *Annals of epidemiology*. Les résultats montrent que les femmes qui veulent concevoir un enfant pourraient augmenter leurs chances en adoptant une démarche active de réduction du stress, par exemple en faisant de l'exercice physique, en intégrant un programme de gestion du stress ou en parlant à un professionnel de santé. L'étude nous apprend également qu'une fois enceintes, les femmes connaissent un pic de stress à la fin de leur premier mois de grossesse, ce phénomène peut s'expliquer de 2 manières : soit par la découverte de cette grossesse, soit par les modifications hormonales qu'elle engendre.

Hommage

La modestie, l'intégrité et le patriotisme ont fait de Zahir Ihaddadene un «Grand Homme»

La modestie, l'intégrité et le patriotisme du moudjahid, universitaire et ancien journaliste, Zahir Ihaddadene, décédé il y a quelques jours, ont été soulignés, ce mardi, à Alger, par des témoins l'ayant connu.

Intervenant lors d'un hommage consacré par le forum d'*El Moudjahid* à Zahir Ihaddadene, décédé le 20 janvier courant à Alger, le Dr Saïd Chibane, a rappelé d'emblée «la grande contribution du défunt quant à la création de ce quotidien gouvernemental, avant de citer les nombreuses qualités professionnelles et humaines qui l'ont distingué». Il a évoqué, à ce titre, les six années durant lesquelles il a exercé avec honneur et plaisir à ses côtés au Conseil national de déontologie universitaire et durant lesquelles il a pu apprécier «la sagesse, la pondération et la passion ayant caractérisé la personnalité du défunt». «Il avait le souci de l'intérêt général et comparait l'université à une tête humaine dont il faut prendre soin pour que tout le corps soit sain», a-t-il poursuivi, avant de convier les jeunes à se pencher sur les orientations et le legs historiques que le défunt a consignés dans ses ouvrages, lesquels ont pris en charge toutes les aspirations des citoyens.

Lié avec Ihaddadene par une amitié renforcée par l'appartenance au même patelin de naissance, l'ancien cadre de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Aïssa Kasmi est allé dans ce sens, considérant que le défunt fait partie des Algériens œuvrant en silence et qui ont sillonné le chemin pour les générations futures. «Il était de ceux qui rasaient les murs, mais grâce à qui l'Algérie est encore debout. Il était également de ceux par qui les fonctions sont agrandies et non pas parmi ceux qu'agrandissent les fonctions», a-t-il poursuivi, ajoutant que l'enseignant universitaire que fût Ihaddaden était «si modeste qu'il voyait en ses élèves une matière grise avec laquelle il fallait composer». Kasmi a conclu son intervention en attestant que son ancien ami a de tout temps refusé d'endosser de grandes responsabilités qu'il considérait trop pesantes, en dépit des nombreuses sollicitations dans ce sens. L'un de ses élèves, l'universitaire et anciennement journaliste, Sadek Bekhouche n'a pas tari, à son tour, d'éloges en évoquant celui qui a incarné «le déni de soi, la simplicité alliée à la profondeur ainsi que le sens de la pédagogie». «Il avait d'énormes capacités de communication aussi bien avec le large public qu'avec celui des étudiants. Il était différent des docteurs qui se comportaient en dictateurs et savait nous attirer plutôt que de nous dominer», a-t-il, entre autres, témoigné. S'agissant du journaliste brillant que fût également Ihaddadene, son disciple se souvient que ce dernier «n'a jamais versé dans la diffamation d'une quelconque personne ou partie, tout en ne s'empêchant pas de n'écrire que ses convictions». Bekhouche a tenu, enfin, à mettre en avant une facette moins connue de la personnalité du défunt intellectuel et militant de la cause nationale, celle de «son attachement à un Islam d'amour, de respect, de tolérance et de dialogue». A l'occasion de l'hommage rendu dans le cadre de ce forum, le dernier ouvrage du défunt Ihaddadene

qu'il a eu la possibilité de consulter deux jours avant son décès intitulé *Itinéraire d'un militant*, a été présenté, pour la première fois, à l'assistance. Par ailleurs, un autre hommage lui sera consacré, lundi prochain, par le Club d'information de l'université d'El Affroun Blida II, créé en 2015 et qui porte déjà depuis des mois le nom de l'universitaire. Natif en 1929 de la région de Toudja (Béjaïa), Zahir Ihaddadene a rejoint les rangs des militants de la cause nationale et travaillé, pendant la Guerre de Libération nationale, à *El Moudjahid* de juin 1956 au 19 mars 1962, où il était parmi l'équipe rédactionnelle de l'édition francophone. D'abord à Tétouan, le 5 août 1957 puis à Tunis en novembre de la même année, aux côtés du défunt Réda Malek. Il fut également, l'un des relais d'Abane Ramdane, auprès des militants à l'université d'Alger. Historien et enseignant universitaire, il a contribué à la création de l'Ecole supérieure de journalisme d'Alger (ESJ), en 1964, comme il a aidé à la formation de la première génération de journalistes algériens et chercheurs universitaires. Le défunt compte, par ailleurs, plusieurs ouvrages à son actif dont *Histoire de la presse indigène en Algérie, des origines jusqu'en 1930*, *La presse écrite en Algérie de 1965 à 1982*, et *L'histoire des colonisés du Maghreb*.

Benadel M. /Ag.

Portrait

Adel Boudeb, un photographe passionné de la nature et du patrimoine

La photographie porte toujours un message et défend une cause et celle qui ne le fait pas «n'en est pas une», tient souvent à répéter le jeune Adel Boudeb, passionné de photographie de la ville de Mila.

Milev semble coller au nom du jeune Adel, âgé de 36 ans, et reflète son attachement à son terroir riche tant par sa nature que par son patrimoine matériel et immatériel, explique-t-il en assurant que c'est cette nature enchanteresse qui l'a poussé et le pousse encore à découvrir ses multiples facettes, ses reliefs splendides, sa vie sauvage intacte par endroits.

Membre de l'Association nationale de protection de la vie sauvage, Adel affirme en connaisseur que la wilaya de Mila compte 12 magnifiques pics de montagne dont le plus bas s'élève à 1268 m au dessus du niveau de la mer et le plus haut, en l'occurrence Tamazghida, situé dans la commune de Tassedane Heddada, culmine à 1600 m et autant de photos paysages à immortaliser.

La ville abrite aussi plusieurs lacs dont celui d'Aïn Henach, nombre de cascades et de multiples grottes dont une nouvellement découverte à Tessala Lemtaï et attend d'être explorée. C'est en flânant à la découverte des sites naturels de la wilaya que ce jeune a pénétré le monde de la photographie en 2008 pour, assure-t-il, exprimer un enchantement toujours renouvelé devant la grandeur de la nature qui, tout en étant d'aspect d'apparence rude, demeure foncièrement et intrinsèquement belle, généreuse et bienveillante par ses terres fertiles et ses sources naturelles chaudes et bienfaisantes.

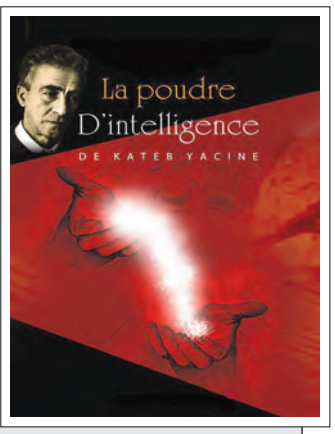
Adel compte à ce jour 33 participations à des salons et expositions nationaux sur la photographie. Sa plus récente consécration est le prix de la meilleure exposition décroché lors du Salon national de la photographie en décembre 2017. Pour ce jeune photographe, ses plus beaux souvenirs sont sa participation en 2010 au Festival de la photographie du patrimoine au Caire (Egypte), au 12e festival arabe de la photographie d'Amman (Jordanie) en 2014, le 4e Salon international *Oui à la paix, non à la guerre* en 2014 en Irak, le prix Sharjah (Emirats arabes unies) de la photo arabe en 2015 et 2016. Il a également participé à deux expositions tenues à New-York (Etats-Unis) en 2016 et 2017. Dans ses photos, Adel s'intéresse surtout à mettre en valeur la beauté de la nature de la wilaya de Mila sous le titre *Découvre Mila* qu'il accole à toutes les photos publiées sur sa page sur les réseaux sociaux. Il affirme avoir photographié 7 des 12 pics de Mila et envisage de réaliser prochainement un album photo de la wilaya. Plutôt photographe de nature, Adel manifeste de plus en plus d'intérêt pour la photo du patrimoine et la richesse archéologique et historique de la wilaya de Mila offre à son objectif une gamme richement variée.

Ambitieux à souhait, ce jeune envisage de constituer un archive de «pas moins de 70%» du patrimoine immatériel (tenues traditionnelles à l'instar de la M'laya, métiers, mets traditionnels) de la région afin de le «préserver pour les futures générations». Pour y parvenir, Adel souhaite bénéficier du soutien des pouvoirs publics pour pouvoir toucher l'intégralité des communes de la wilaya.

Manifestant beaucoup de sérieux et d'engagement envers sa passion, il se contente, pour l'heure, de «gagner son pain» en conduisant un autocar de transport de voyageurs.

Mostaganem

«La poudre d'intelligence» de Kateb Yacine jouée en tamazight



Ammar Mezdad, médecin de formation, romancier prolifique en expression amazighe revisite Kateb Yacine en traduisant sa célèbre pièce *La poudre d'intelligence* en tamazight présentée au public, lundi soir, à Mostaganem.

Parue dans son recueil *le cercle des représailles*, pour la première fois en 1959, la pièce, fut adaptée et mise en scène par Djamel Abdeli du théâtre de Béjaïa en juin 2017. Le contenu de l'œuvre de Kateb, quant à lui, est loin de faire de la figuration. Il est chargé de sens et d'enseignement.

La double culture de l'auteur lui a permis de comprendre d'une part, le monde occidental à travers le colonisateur et sa langue et de l'autre, son peuple rongé par la misère sociale et intellectuelle.

Il fustigeait la France en langue française et il met à nu l'hypocrisie de certaines catégorie du peuple algérien se croyant au dessus des autres et ce, dans une langue empruntée dans un premier temps, durant les années 50 par exemple, puis dans l'arabe populaire, au lendemain de l'indépendance algérienne.

Territoires occupés

La Palestine va demander la pleine adhésion au Conseil de sécurité

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Ryadh Malki, a déclaré, ce lundi, que son ministère déposerait une demande auprès du Conseil de sécurité de l'ONU en février pour obtenir la pleine adhésion de l'Etat de la Palestine ainsi que la protection internationale des Palestiniens sous occupation israélienne.

Dans des communiqués diffusés par la chaîne de radio publique palestinienne, Voice of Palestine, Malki a déclaré que la Palestine appellerait la communauté internationale à respecter la résolution 2334 adoptée en décembre 2016 par le Conseil de sécurité, qui concerne les colonies juives des territoires palestiniens occupés.
L'Etat de Palestine cherche à obtenir l'adhésion complète depuis 2011 et n'a obtenu que le statut d'observateur en 2012. Plusieurs réunions sont déjà prévues à l'ONU, dont une séance du Conseil de sécurité à huis clos le 20 février prochain sur la situation au Moyen-Orient, suivie d'une session ouverte le lendemain. Malki a déclaré que le président palestinien, Mahmoud Abbas, participerait à la 3e séance du Conseil de sécurité le 23 février et en profiterait pour discuter des problèmes au Moyen-Orient avec les hauts dignitaires présents. Les autorités palestiniennes se préparent pour une réunion des bailleurs de fonds à Bruxelles qui se tiendra cette semaine, une réunion des ministres des Affaires étrangères arabes prévue au début du mois de février pour discuter de l'action internationale à mener suite à la décision du président américain, Donald Trump, de considérer Al Qods comme capitale d'Israël en décembre dernier, ainsi que pour le sommet de la Ligue Arabe en mars.

Un hôpital à Ghaza paralysé par le manque de carburant du au blocus israélien

L'hôpital palestinien de Beït Hanoun, dans le nord de la bande de Ghaza, a cessé de fonctionner faute de fuel et doit transférer ses patients vers d'autres établissements, ont indiqué, ce lundi, les autorités sanitaires locales. Il s'agit de la dernière illustration en date de la grave pénurie d'électricité dont souffre depuis des années l'enclave palestinienne sous blocus israélien. L'hôpital de Beit Hanoun dessert environ 60 000 personnes et traite des dizaines de patients souffrant de pathologies graves, a précisé une source sanitaire.
De nombreux foyers et services s'en remettent à des générateurs, comme l'hôpital de Beit Hanoun qui a besoin de 500 litres de fuel quotidiens pour fonctionner. Le mauvais temps des dernières semaines a provoqué une hausse de la consommation d'électricité et de carburant. La bande de Ghaza est confrontée à un blocus israélien depuis 2006, est, selon des médias elle «au bord de l'effondrement économique».

Une délégation du Hamas rencontre Berri à Beyrouth

Le Président du Parlement libanais, Nabih Berri, a reçu une délégation du Mouvement de résistance islamique (Hamas) dirigée par un membre du Bureau politique chargé des relations arabes et islamiques, Izzat Al Racheq
Les dirigeants ont discuté de la question palestinienne, de ses développements et de la récente tentative d'assassinat d'un cadre du Hamas à Sidon. «Nous avons discuté des développements de la cause palestinienne, y compris la récente tentative de l'assassinat de Mohammed Hamdan à Sidon», a déclaré Ezat Racheq, exprimant ses remerciements au Liban et la responsabilité de la sécurité et de ses organes sur son rôle important qui a rapidement poursuivre les criminels et démanteler les fils de ce crime. Il a poursuivi : «Nous avons remercié les responsables pour leur position après ce crime, lorsqu'ils ont souligné que ce crime ne visait pas le Hamas, mais il visait clairement le Liban, sa souveraineté et sa sécurité». «Nous avons dit que nous dans le mouvement du Hamas ne se laissons entraîner dans des combats en dehors de la Palestine, l'ennemi sioniste va payer le prix de ce crime par la poursuite de la résistance en Palestine», a déclaré le leader du Hamas, réitérant qu'ils ont discuté du prétendu «accord du siècle», et les tentatives de liquider la cause palestinienne, et d'imposer des solutions au peuple palestinien et la nation arabo-islamique. Il a ajouté : «Le peuple palestinien s'attache à leur plein droit et leur terre complète, et ne renoncera jamais à un grain de leur terre sainte et toutes les tentatives d'imposer des solutions au peuple palestinien échoueront, quel que soit les comploteurs, Trump ou autre.
Nous avons affirmé que Trump, qui a également essayé de tirer la question d'Al Qods de la table des négociations, tente maintenant de mettre fin à la question des réfugiés et au droit de retour, ainsi que la question de l'UNRWA fait partie de ce complot. Nous avons refusé toutes les procédures d'administration des États-Unis et les tentatives de marginaliser l'Agence de l'UNRWA, nous sommes, avec tous les pays arabes, islamiques et les pays donateurs, intéressés toujours par le rôle de cette institution, en tant qu'un symbole de la vivacité de la question des réfugiés Palestiniens et nous refusons de les installer au Liban, en Syrie, en Jordanie ou dans n'importe quel autre pays arabe». Enfin, il a noté qu'ils ont discuté de la réconciliation palestinienne, confirmant que le Hamas a pris toutes les mesures positives pour la réussir.

Le Comité anti-blocus appelle le gouvernement à adopter de vrais traitements de la réalité humaine à Ghaza

Le Comité du Mouvement national pour briser le siège de Ghaza a appelé le gouvernement à faire face à la crise humanitaire à Ghaza et a critiqué son communiqué sur la réalité de la situation à Ghaza. Le Comité a déclaré dans un communiqué, ce lundi : «Ce qui est exigé du gouvernement n'est pas seulement des solutions d'urgence en envoyant l'aide, il fallait des traitements réels de la réalité humaine à Ghaza», indiquant que cela se fait en présence du gouvernement avec tous ses institutions au secteur, et se tenir réellement sur leurs responsabilités. La Commission a été surprise que le gouvernement continuera à se soustraire à ses obligations et à imposer des sanctions sur le secteur, et déduire les salaires des employés, ainsi que la fermeture des comptes des organismes de bienfaisance et d'autres. Elle a appelé le gouvernement à prendre des positions audacieuses, et non pour justifier son inaction sous de faux prétextes, en invitant tous les libéraux et les factions à prendre des positions sérieuses pour sauver la situation humanitaire à Ghaza. Elle a souligné que le communiqué du gouvernement n'était pas au niveau des aspirations de notre peuple, ni au niveau du désastre humanitaire qui sévit dans le secteur assiégé depuis 12 ans.
Le Comité a indiqué que le communiqué du gouvernement était malheureux, inattendu, et tient de nombreuses inexactitudes qui confirment que le gouvernement de consensus ne traite pas sérieusement la crise humanitaire que connaît le secteur assiégé, notamment, vis-à-vis de la détérioration sanitaire.
Le gouvernement a publié son communiqué après sa réunion hebdomadaire, en accusant le Hamas d'être responsable de la situation à Ghaza et a justifié son incapacité à prendre la responsabilité de ne pas être pleinement autorisé tout à fait comme la Cisjordanie occupée. La situation humanitaire et économique dans la bande de Ghaza s'est détériorée sans précédent avec la poursuite du blocus depuis 2006, la punition collective imposée par l'Autorité palestinienne contre le secteur depuis avril dernier, affectant les salaires et les médicaments, l'électricité.
Des milliers d'employés ont été licenciés, alors que le gouvernement continue son chantage et refuse à assumer ses responsabilités pour le secteur, particulièrement concernant les dépenses opérationnelles des ministères, en se limitant à envoyer de l'aide humanitaire sur le long terme.

Imposant contrôle sur les villes d'Al Qods-Est

L'armée israélienne, a décidé d'imposer son contrôle militaire sur des villes palestiniennes d'Al Qods-Est occupée et à l'extérieur du mur de séparation dans les jours à venir, sous prétexte de combattre les opérations dans ces zones que le chef d'état-major Gadi Eisenkott a récemment décidé d'annexer des zones à Al Qods-Est pour être sous le contrôle militaire de l'armée au lieu de la police, «israélienne». Selon la traduction Safa.
Il est prévu que des salles d'opération conjointes entre l'armée et le Service général de sécurité «Shinbet» et la police israélienne seront établis afin de contrecarrer les opérations dans les zones ciblées, alors que ces brigades seraient rattachées au major «Benjamin» en Cisjordanie occupée.
La police israélienne avait échoué dans la dernière période de combattre la vague d'opérations dans ces zones.

Turquie

Plus de 300 arrestations pour «propagande terroriste» sur les réseaux sociaux

Les autorités turques ont arrêté plus de 300 personnes soupçonnées d'avoir fait de la «propagande terroriste» sur les réseaux sociaux contre l'offensive que mène Ankara contre des troupes kurdes basées dans la région d'Afrine, au nord -ouest de la Syrie.

Depuis le 20 janvier, «311 individus ayant fait de la propagande terroriste sur les réseaux sociaux en lien avec l'opération à Afrine ont été placés en garde à vue», a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.
La Turquie mène depuis le 20 janvier, dans la région d'Afrine une offensive contre des Unités de protection du peuple kurde (YPG), qualifiée de «terroriste» par Ankara.
Le ministère turc de l'Intérieur n'a pas fourni de précisions sur les interpellations, mais les autorités ont effectué plusieurs arrestations la semaine dernière à travers le pays, notamment, à Istanbul et dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie. Depuis le début de l'opération militaire turque, le bureau du procureur général de Turquie a ouvert des enquêtes dans six provinces, dont Ankara et Istanbul, contre les usagers de réseaux sociaux.Au moins 571 comptes ont été examinés par la police.

8 membres de l'Union des médecins arrêtés

Huit responsables de l'Union des médecins de Turquie (TTB) ont été arrêtés, ce mardi, à la suite de critiques formulées par ce syndicat contre l'offensive turque en cours dans l'enclave kurde syrienne d'Afrine, a rapporté l'agence Anadolu.
Les huit responsables arrêtés sont des membres du Conseil central de la TTB, son instance dirigeante, dont son président Rasit Tükel. Des mandats d'arrêts ont été émis à l'encontre de trois autres membres de cette instance, a précisé l'agence. Le parquet d'Ankara avait annoncé, ce lundi, avoir ouvert une enquête à l'encontre de la TTB, à la suite d'une plainte déposée par le ministère de l'Intérieur contre la TTB pour avoir publié la semaine dernière un communiqué critiquant implicitement l'offensive en affirmant qu'elle posait «un problème de santé publique». Ankara a lancé le 20 janvier une offensive à Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, contre une milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) qualifiée de «terroriste» par la Turquie, mais alliée des Etats-Unis dans la lutte contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech). Plusieurs responsables locaux du principal parti prokurde de Turquie, le HDP, ont également été interpellés depuis le début de cette offensive baptisée «Rameau d'olivier».

Yémen

Le palais présidentiel encerclé par des éléments séparatistes à Aden

Des éléments séparatistes du sud du Yémen «encerclaient», ce mardi, le palais présidentiel à Aden, deuxième ville du pays, après trois jours de combats avec les forces gouvernementales qui ont perdu des positions clés, a indiqué une source militaire citée par des médias.»
Les séparatistes ont encerclé le palais et contrôlent maintenant l'entrée principale», a dit la source, un officier de l'armée yéménite cité par la presse, ajoutant : «Ceux qui sont à l'intérieur sont officieusement assignés à résidence à ce stade».
Le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi est lui même réfugié en Arabie saoudite, mais son premier ministre Ahmed ben Dagher et des membres du gouvernement résidaient ces derniers jours au palais présidentiel d'Aden, selon les médias.
Dans la nuit, la coalition sous commandement saoudien, qui intervient militairement au Yémen depuis 2015, avait appelé à un cessez-le-feu immédiat à Aden où les combats depuis dimanche entre l'armée gouvernementale et des séparatistes ont fait au moins 36 morts et 185 blessés, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).
Après l'appel de la coalition, le ministère de l'Intérieur, cité par l'agence yéménite Saba, avait déclaré avoir donné pour instruction à toutes les unités de «cesser le feu immédiatement». Le ministère avait espéré que l'autre camp répondrait «positivement à l'appel de la coalition».

Kenya

L'opposition veut «investir» Raila Odinga malgré sa défaite électorale

Des partisans du dirigeant de l'opposition kényane, Raila Odinga, se sont rassemblés, ce mardi, à Naïrobi, pour une cérémonie d'«investiture» trois mois après l'élection présidentielle où il affirme que la victoire lui a été «volée». L'annonce de la cérémonie d'investiture du «président alternatif» avait fait craindre des violences, la police ayant averti qu'elle l'empêcherait. Mais les forces de l'ordre gardaient leurs distances alors que des centaines d'opposants étaient réunis dans le parc Uhuru de Naïrobi.
Odinga, 72 ans, est un vétéran de l'opposition qui affirme que des «fraudes électorales» l'ont privé de la victoire à la présidentielle à trois reprises et il refuse d'accepter la réélection l'an dernier du président sortant, Uhuru Kenyatta, après des mois de troubles où, selon des défenseurs des Droits de l'Homme, 92 personnes ont été tuées. Un premier tour avait eu lieu le 8 août, remporté par Kenyatta, mais le résultat avait été annulé par une décision historique de la Cour suprême et un nouveau scrutin avait été organisé le 26 octobre.
Affirmant que l'élection ne serait pas honnête, Odinga avait boycotté le vote et Kenyatta l'a emporté avec 98% des voix. Le vieux leader de l'opposition avait reporté une première cérémonie le mois dernier, mais son parti a souligné qu'une «investiture» aurait bien lieu, ce mardi. «Nous voulons organiser un évènement pacifique en total respect de la Constitution et de la loi», a affirmé un communiqué de la coalition d'opposition, la Nasa. Elle a, toutefois, averti les autorités qu'elle irait de l'avant, «quoi qu'il advienne». Mardi matin, des policiers patrouillaient à cheval à distance du rassemblement et, selon des sources policières, les autorités ont décidé d'éviter une confrontation. Le procureur général Githu Muigai avait pourtant averti le mois dernier que toute «investitutre» équivaudrait à une trahison, soulevant la possibilité d'une arrestation d'Odinga à haut risque.
«Permettons-leur d'utiliser le parc et poursuivre leurs activités politiques tant que cela reste dans le cadre de la loi», a déclaré un responsable de la police. Depuis son boycott de l'élection d'octobre, la Nasa a eu pour stratégie de «contester la légitimité» du président Kenyatta, en cherchant à créer des structures de gouvernement parallèles. Des «assemblées du peuple» se sont réunies dans certains comtés et l'investiture d'Odinga comme «président du peuple doit marquer l'apogée du processus».

Libye

Quelque 13 000 migrants africains ont été évacués de Libye

Environ 13 000 migrants africains ont été évacués de Libye depuis début décembre, a assuré, ce lundi, le président de la Commission de l'Union africaine, près de deux mois après des révélations sur l'esclavage de migrants dans ce pays nord-africain. Début décembre, l'Union africaine avait dit ambitionner de rapatrier 20 000 migrants avant la mi-janvier, et si Faki a reconnu «un peu de retard», il a également assuré que le processus est «en cours».
«Nous sommes aux alentours de 13 000», a soutenu Faki, lors d'une conférence de presse à la fin d'un sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba. «Nous recevons (des migrants) jour par jour (...), les deux-tiers sont déjà rapatriés, et le processus continue». Après les révélations récentes de migrants noirs vendus «comme des esclaves» en Libye, neuf pays européens et africains appuyés par l'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine, ont décidé de mener des «opérations d'évacuation d'urgence» de migrants victimes de trafiquants.
Les rapatriements ont notamment pu avoir lieu grâce à des vols affrétés par des pays africains. Le Niger et le Rwanda ont par ailleurs offert l'asile à ceux qui ne pouvaient pas retourner dans leur propre pays.

Côte d'Ivoire

Les réfugiés ivoiriens au Togo et au Ghana reviennent au pays

Une soixantaine d'Ivoiriens ayant trouvé refuge au Ghana et au Togo au plus fort de la crise post-électorale sont retournés au pays, selon du Service d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides (SAARA). Selon des responsables de cette structure, plusieurs rapatriés sont arrivés dans un camp de transit à Abidjan, où ils ont exprimé leur joie de retrouver leurs proches, leurs familles et leur terre natale. Ce rapatriement volontaire intervient dans le cadre de la mise en œuvre des accords tripartites signés le 6 octobre 2011 entre la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Haut-Commissariat des réfugiés (HCR).
Ce mouvement de retour d'une vague de réfugiés fait suite aux différents appels qui ont été lancés pour rassurer les exilés.
Suite à ces appels, plusieurs exilés ivoiriens ont rejoint la Côte d'Ivoire par différentes vagues. Selon des statistiques, plus de 250 000 Ivoiriens se sont installés dans des pays de la sous-région après avoir fui leur patrie en raison du conflit armé post-électoral.
Selon le HCR, il reste à ce jour 27 774 exilés ivoiriens dans des camps de réfugiés dans les pays limitrophes, après plusieurs vagues de rapatriement volontaire. A plusieurs occasions, le président ivoirien Alassane Ouattara a exhorté ses compatriotes exilés à revenir pour participer au processus de réconciliation nationale et de reconstruction en cours dans le pays.

Canada

Cérémonie de recueillement un an après la tuerie à la mosquée de Québec

Beaucoup de représentants de la classe politique canadienne, avec à leur tête le Premier ministre Justin Trudeau, et plus d'un demi-millier de personnes ont commémoré, ce lundi, la mémoire des six victimes de la tuerie à la mosquée de Québec il y a tout juste un an.

Avec à la main le portrait des six musulmans tués le 29 janvier 2017 juste après la dernière prière du soir à la mosquée, quelques personnes tenaient fièrement une grande banderole : «Ensemble contre la haine et le racisme». Dans un froid glacial, Louiza Mohamed-Saïd, veuve d'une des victimes, a lancé un vibrant message pour l'«élan de sympathie et de compassion» de la foule en souhaitant que «chaque année, cette date soit un jour dédié» à la mémoire des victimes «et rien qu'à leur mémoire».`

Un appel direct à l'instauration d'une journée nationale contre l'islamophobie, lancée en début de mois par le Conseil national des musulmans, une proposition sur laquelle se déchire la classe politique, certains rappelant qu'il existe déjà une journée dédiée à commémorer toute forme de discrimination. «Pourquoi le mot islamophobie nous met mal à l'aise», a interrogé ensuite le Premier ministre canadien. «Parce que le racisme, c'est l'autre», a-t-il lancé. «Nous avons tous peur, la peur de l'inconnu, la peur de l'étranger. Il faut passer au-delà de cela mes amis», a lancé Trudeau à la foule. Le chef du gouvernement a rappelé l'importance de dépasser ses «propres craintes» et surtout «il ne faut pas faire semblant que (l'islamophobie) n'existe pas». Il a critiqué les groupuscules d'extrême droite, comme le mouvement La Meute dont le symbole est une patte de loup, qui profite des peurs pour gagner du terrain dans l'opinion. Un peu plus tôt au Parlement, Justin Trudeau avait exhorté les Canadiens à «se dresser contre l'islamophobie et toute forme de discrimination» et avait dénoncé la «normalisation» des actes de discrimination.

Les actes de discrimination qui «trop souvent, ne sont pas remarqués ou dénoncés», comme les insultes ou graffitis, «sont devenus des lieux communs, normalisés et même tolérés» au Canada, a déploré Trudeau. Le 29 janvier 2017, juste après la prière du dimanche soir, un tireur avait fait irruption dans la mosquée du quartier résidentiel de Sainte-Foy à Québec et ouvert le feu sur les fidèles rassemblés. Outre les six morts, quatre personnes souffrent toujours de handicaps, pour ce qui reste l'une des pires tueries dans un lieu de culte de l'Islam en Occident. L'auteur présumé de la fusillade, Alexandre Bissonnette, a été formellement inculpé en octobre pour le meurtre de six personnes et la tentative de meurtre concernant les 35 autres fidèles qui se trouvaient dans la mosquée, et son procès doit s'ouvrir fin mars.

Russie

Le Congrès du dialogue syrien s'ouvre à Sotchi en présence de plus de 1 500 délégués

Le Congrès du dialogue national syrien a entamé ses travaux dans la station balnéaire russe de Sotchi, en présence de 1511 délégués dont 107 représentent l'opposition basée en dehors de la Syrie, ont rapporté les médias russes. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et l'envoyé présidentiel pour la Syrie, Alexandre Lavrentyev, étaient présents à la cérémonie d'ouverture, de même que l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura.

Un certain nombre de documents, y compris une déclaration finale sur les principes du règlement de la crise syrienne, devraient être adoptés au Congrès. En outre, des comités permanents, y compris celui de la réforme constitutionnelle, peuvent être mis sur pied.

«1511 délégués représentants de différents groupes ethniques, confessionnelles, politiques et sociaux de la société syrienne sont arrivés depuis la Syrie, Genève, Le Caire, Moscou et Ankara pour participer au Congrès», a indiqué à Sputnik un porte-parole du comité d'organisation, ajoutant que 1600 invitations ont été envoyées. Le Comité d'organisation a précisé que 107 délégués représentaient l'opposition extérieure, plus particulièrement Le groupe de Moscou (Qadri Jamil), Le groupe d'Astana (Randa Kassis), le mouvement Al Ghad de Syrie dirigé par Ahmad Jarba et le Comité national de coordination pour le changement démocratique (Haytham Manna), entre autres.

Le ministère russe des Affaires étrangères a invité au Congrès environ 1600 représentants de la société syrienne. Des représentants de l'Onu, ainsi que certains partenaires régionaux et internationaux ont été invités à titre d'observateurs.

La délégation russe au congrès est conduite par l'émissaire du Président, Alexandre Lavrentiev. Les délégations des deux autres pays garants, l'Iran et la Turquie, sont menées par les vice-ministres des Affaires étrangères.

Espagne

L'investiture du président de la région repoussée

Le président du Parlement catalan a décidé, ce mardi, de repousser la session d'investiture de l'indépendantiste Carles Puigdemont, mais l'a défendue, assurant qu'il avait tous les droits d'être investi. «La séance plénière d'aujourd'hui [...] est retardée» sans préciser de date, a déclaré Roger Torrent après avoir accusé la Cour constitutionnelle, qui a interdit une investiture de Puigdemont sans autorisation judiciaire, de «violer les droits de millions de Catalans». Cette candidature était le fruit «d'une volonté majoritaire des élus de la chambre. Et comme cette majorité est maintenue, je ne proposerai aucun autre candidat», a-t-il ajouté. Il a ensuite expliqué que l'ajournement avait pour but de défendre la tenue d'un débat d'investiture avec «toutes les garanties» pour Carles Puigdemont, autrement dit, sans risque d'arrestation. Puigdemont est installé à Bruxelles où il échappe depuis trois mois aux poursuites de la justice espagnole. «Ni la vice-présidente du gouvernement [espagnol] ni le tribunal constitutionnel ne décideront qui doit être le président» de Catalogne, a martelé Roger Torrent, en accusant la cour de «violer les droits de millions de Catalans» ayant voté pour Puigdemont. La journée avait commencé par un avertissement du chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy à Roger Torrent : «S'il ne respecte pas une résolution des tribunaux, le président du Parlement pourrait sans aucun doute être tenu pour responsable.» Puigdemont, destitué par Madrid, est à ce stade le seul candidat à la direction de la région de 7,5 millions d'habitants. Samedi la Cour constitutionnelle, saisie par le gouvernement central, avait annoncé qu'en cas d'investiture à distance, le vote ne serait pas valable. Et considéré que Puigdemont devait auparavant demander en personne au juge de la Cour suprême en charge de l'enquête le visant l'autorisation de comparaître devant la chambre. Carles Puigdemont a contesté devant la Cour constitutionnelle l'arrêt en cause et le président du Parlement a demandé aux juristes de la chambre d'en faire autant.

Ce nouveau conflit judiciaire intervient trois mois après la déclaration d'indépendance unilatérale votée au Parlement le 27 octobre 2017, point d'orgue d'une crise politique sans précédent en Espagne. La crise avait démarré avec l'organisation d'un référendum d'autodétermination interdit, le 1er octobre 2017, marqué par des violences policières.

Pakistan

8 personnes tuées dans l'explosion d'une bombe

Huit personnes ont été tuées, ce mardi, dans l'explosion d'une bombe en bord de route dans le nord-ouest du Pakistan, selon les autorités locales. L'engin a explosé dans le district de Maqbal de l'agence tribale de Kurram, frontalière de l'Afghanistan, au passage d'un minibus transportant neuf personnes. Huit d'entre elles, dont 3 femmes et un garçon de 7 ans ont été tuées, selon un haut responsable des autorités locales, Basir Khan Wazir. Un responsable local des services secrets a confirmé l'attaque et son bilan. Les zones tribales, dont Kurram fait partie, figurent parmi les plus pauvres et les plus instables du pays. Elles sont régies par un système légal spécifique issu de la colonisation britannique et ont longtemps été secouées par les combats entre armée et groupes armés.

Brésil

La fièvre jaune fait plus de 50 morts depuis le début de l'année

La fièvre jaune sème un vent de panique au Brésil, où 52 personnes sont déjà mortes à Sao Paulo depuis le début de l'année, selon les derniers chiffres officiels. Ces chiffres font état de 52 morts pour 134 cas recensés à Sao Paulo depuis le début de l'année, contre 16 décès pour 53 cas sur tout 2017. La ruée vers les vaccins a provoqué une rupture de stock inquiétante, alors que la maladie progressait dans les Etats voisins de Minas Gerais et de Rio de Janeiro, ce qui inquiète d'autant plus à l'approche du célèbre carnaval carioca, début février. Les services de santé de l'Etat de Rio ont confirmé la semaine dernière la mort de huit personnes depuis le début de l'année. Lors du premier semestre 2017, la maladie avait déjà atteint ces régions du sud-est du Brésil, et fait 261 morts, pour 777 personnes contaminées au niveau national. Pour contenir cette nouvelle poussée de fièvre jaune, le gouvernement fédéral a lancé une vaste campagne de vaccination de 21,8 millions de personnes. Cette campagne a débuté jeudi dernier à Sao Paulo. Afin d'éviter le risque de pénurie, les trois quarts seront immunisés à l'aide de doses fractionnées, correspondant à un cinquième de la dose traditionnelle, mais apparemment efficaces sur une période de huit ans. L'Etat de Sao Paulo, qui rassemble 45 millions d'habitants, près d'un quart de la population du Brésil, a restreint le début de cette campagne aux zones considérées à risque. Mais de plus en plus de cas ont été constatés à proximité de zones urbaines, ce qui est beaucoup plus inhabituel. Le ministre de la Santé, Ricardo Barros, a démenti les risques de pénurie de vaccins, assurant la semaine dernière que «tous les Brésiliens pourraient être vaccinés sous 60 jours si nécessaire».

L'ECHO D'ALGERIE
www.lechodalgerie-dz.com

Industrie automobile

Les modalités de contrôle de conformité des véhicules fixées au JO

Un décret exécutif, fixant l'organisation de contrôle de conformité des véhicules et les modalités de son exercice, a été publié dans le Journal officiel N°3. Le décret exécutif 18-05 du 15 janvier 2018 charge ainsi l'administration des mines, par le biais de ses experts des mines, d'exercer les prérogatives d'autorité publique relatives aux activités de contrôle de conformité de véhicules.

Il est considéré comme expert des mines pour le contrôle de conformité de véhicule, tout fonctionnaire de l'administration des mines possédant le diplôme reconnu au titre de technicien supérieur au minimum ou équivalent en mines, mécanique, construction mécanique, électromécanique, métallurgie, maintenance industrielle et équipements industriels. Cet expert doit avoir suivi un stage de formation pratique, dans le domaine de contrôle de conformité de véhicules, pendant, au moins, une année et sous la supervision d'un expert des mines au sein des services de l'administration des mines, selon le décret qui fixe les modalités de contrôle en application des dispositions de la loi 01-14 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière. Tout véhicule présenté au contrôle de conformité ou à l'expertise de conformité doit être en état de marche, stipule le décret, selon lequel les véhicules épaves ne peuvent faire l'objet d'un contrôle de conformité ou d'une expertise de conformité. Le contrôle de conformité et l'expertise de conformité de véhicules peuvent être effectués à l'œil nu ou par tout autre moyen adéquat n'étant pas susceptible de modifier ou déformer les caractéristiques du véhicule. Le contrôle de conformité de véhicules est effectué sur les véhicules importés, les véhicules neufs fabriqués ou montés localement, les véhicules ayant subi des transformations notables, les véhicules ayant fait l'objet de saisie par les services compétents ainsi que les véhicules vendus aux enchères publiques ayant fait l'objet de demandes de renseignement auprès des services de sécurité. Les véhicules militaires sont cependant exclus du champ d'application de ce contrôle. Le contrôle de conformité de véhicules neufs peut être effectué à titre isolé ou par type et par lot. Le contrôle à titre isolé des véhicules importés et fabriqués localement est effectué dans la limité de 25 véhicules, au maximum. Au-delà de cette quantité le contrôle de conformité est effectué par type et par lot. Le contrôle de conformité d'un véhicule consiste en la vérification de sa conformité aux prescriptions techniques réglementaires en vigueur, de sa conformité aux prescriptions de la notice descriptive et du certificat de conformité du constructeur. Pour les véhicules neufs fabriqués ou montés en Algérie, il s'agit de la vérification de sa conformité aux prescriptions de la notice descriptive et du certificat de conformité du constructeur ainsi qu'au document attestant que le véhicule a fait l'objet de dédouanement pour son entrée en Algérie, pour les véhicules importés. Ce dernier document n'est pas requis pour le véhicule prototype ou modèle-type et les véhicules importés en lot. Le contrôle porte également sur la vérification de la conformité du véhicule aux prescriptions du procès-verbal de contrôle de conformité initial, de la carte d'immatriculation et/ou de la fiche de contrôle, pour les véhicules immatriculés en Algérie. Les paramètres techniques à vérifier, pour s'assurer de la conformité du véhicule concernent, notamment, le type mines du VIN avec les 9 premiers caractères, la section d'identification du véhicule (VIS) avec les 8 derniers caractères, représentant le numéro dans la série du type, les limites de poids du véhicule, les limites de ses dimensions, les exigences de sécurité ainsi que la conformité des principaux composants et éléments de véhicule.

Tout véhicule possédant un numéro d'identification, apparent, identifiable et encadré par le poinçon des mines frappé à froid, est considéré comme véhicule techniquement régularisé et devient ainsi conforme à la réglementation en vigueur. Si les renseignements fournis par les services concernés de la Sûreté nationale ne montrent aucune irrégularité, l'expert des mines procède, sur la base des documents d'identification du véhicule, à son contrôle de conformité et établit le procès-verbal de conformité en 2 exemplaires et en remet une copie au propriétaire du véhicule.

Un fichier national des prototypes de véhicules contrôlés

D'autre part, le décret fixe l'année de première mise en circulation d'un véhicule neuf à l'année de son dédouanement, pour les véhicules importés pour propre compte, sans pour autant dépasser une année de la date de fabrication. Cette année correspond par ailleurs à l'année de l'établissement de la facture de vente, pour les véhicules importés par les concessionnaires agréés en Algérie et à l'année de l'établissement de la facture de vente, délivrée par le constructeur/monteur ou son représentant accrédité, pour les véhicules fabriqués ou montés en Algérie. Selon le décret, l'importation de véhicules en lots et la fabrication de véhicules localement, sont soumises à l'approbation préalable, par l'administration des mines, du dossier technique du prototype ou d'un modèle-type de véhicules à importer ou à fabriquer localement. Le prototype ou le modèle-type de véhicule doit subir, en usine de fabrication, les essais requis de sécurité et d'efficacité. Les essais sont exécutés en présence de l'expert des mines ou d'un organisme compétent habilité par le ministre chargé des mines. Les experts des mines procèdent, avant dédouanement pour les véhicules importés en lots et avant la sortie en usine pour les véhicules fabriqués ou montés localement, au contrôle de conformité d'un échantillon représentatif pour une proportion de -5% du nombre total des véhicules importés ou fabriqués localement. Si les véhicules sont conformes, il est délivré à leur titulaire l'attestation de conformité d'échantillons, selon le modèle fixé à l'annexe VI du présent décret, pour accomplir les procédures douanières aux fins de l'obtention des cartes d'immatriculation auprès des services concernés.

Par ailleurs, Il est institué, auprès de l'administration des mines, un fichier national sur les prototypes et les modèles-types de véhicules ayant fait l'objet d'un contrôle de conformité, sous forme d'une base de données. Cette base de données peut être élargie pour inclure des données et informations se rapportant aux activités de contrôle et expertise de conformité de véhicules. Quant à l'aménagement d'un véhicule, il doit être effectué par un carrossier, personne physique ou morale, de droit algérien, agréé par le ministre chargé des mines. Tout aménagement notable d'un véhicule remettant en cause son état ou ses composants initiaux, nécessite un nouveau contrôle de conformité auprès de l'expert des mines. Les experts agréés et les carrossiers agréés sont tenus de transmettre, semestriellement, à l'administration des mines, un rapport détaillé sur leurs activités en joignant des copies des rapports d'expertise et des certificats de conformité du carrossage établis à l'issue, selon le cas, des expertises de conformité ou des aménagements effectués sur les véhicules.

Le véhicule ayant subi un changement de la motorisation d'origine, en passant d'un moteur à essence à un moteur diesel, ne peut être accepté pour contrôle de conformité, selon le décret.

JAJ - 2018

Ould Ali : «L'Algérie sera prête pour accueillir la compétition»

L'Algérie sera prête pour accueillir les Jeux africains de la jeunesse - JAJ 2018, prévus du 19 au 28 juillet à Alger, a assuré le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, ce lundi, à Alger, lors de la clôture de la 1re réunion de coordination des chefs de mission des délégations africaines qui a débuté, ce dimanche.

«L'Algérie et en particulier Alger, possède les infrastructures sportives et les moyens logistiques adéquats pour accueillir cet évènement de la jeunesse africaine. Après deux jours de visite, les chefs de délégations qui se sont rendus sur les sites retenus pour la compétition et l'hébergement des athlètes, ont donné des avis positifs malgré quelques imperfections que nous allons corriger d'ici le début de la compétition», a déclaré Ould Ali. «En général, tous les sites sont prêts pour accueillir les athlètes. Il reste du travail à faire et nous nous attelons à fournir le maximum d'efforts pour être prêt le jour «J», a-t-il ajouté. Le ministre est également revenu sur la préparation des athlètes algériens qui a déjà débuté durant les vacances d'hiver à travers l'organisation de plusieurs camps d'entraînement sur tout le territoire national.

«Nos athlètes se préparent dans de très bonnes conditions. Nous avons programmé en coordination avec les Fédérations sportives nationales d'autres camps d'entraînements durant les vacances de printemps, pour ensuite retenir la liste finale des athlètes qui participeront aux JAJ. Ces athlètes seront en stage permanant jusqu'au début de la compétition», a-t-il souligné.

De son côté, le représentant et coordinateur de l'ACNOA, Joao Costa Alegre, s'est dit «satisfait» de ces deux jours de travail, estimant que les préparatifs pour la 3e édition des Jeux africains de la jeunesse se déroulent dans les «délais».

«L'Algérie va très bien organiser les JAJ parce que c'est une nation qui aime le sport. Nous allons coordonner nos efforts pour la réussite de ces Jeux», a déclaré Joao Costa Alegre.

Une dernière séance de travail relative aux réponses et clarifications aux questions des chefs de délégation africaines s'est tenue, hier matin, avec l'objectif d'apporter des réponses aux interrogations des participants, notamment, celles concernant le transport des athlètes, les commodités du Village olympique (restauration, sanitaires, boutiques), ou encore les multimédias (résultats, tableau des médailles, réseaux sociaux).

Les Jeux africains de la jeunesse est une compétition qui concerne les athlètes âgés entre 15 et 18 ans. La 1re édition des JAJ a été organisée à Rabat au Maroc en 2010, alors que la capitale botswanaise, Gaborone, a abrité la 2e édition en 2014.

Les chefs de mission «satisfaits» de l'état des structures sportives, «inquiets» des lieux d'hébergement

Les chefs de mission des délégations devant participer à la 3e édition des Jeux africains de la jeunesse (JAJ) d'Alger (du 19 au 28 juillet) ont exprimé, ce lundi, leur «satisfaction» des structures sportives qui abriteront l'évènement sportif continental l'été prochain. «Aprés deux jours d'inspection, je suis très satisfait de l'état des infrastructures. Je pense qu'aujourd'hui personne ne se pose la question sur la capacité de l'Algérie pour accueillir ces jeux. L'ensemble des chefs de mission présents ici sont heureux de ce qu'il ont vu. Maintenant on doit continuer à travailler avec le comité d'organisation pour finaliser les sites qui vont accueillir chaque sport et les athlètes en juillet prochain», a indiqué à la presse, le conseiller technique de la l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), Diamil Faye, à l'issue de la visite des chefs de délégations au stade communal, le village des artistes de Zéralda, les cités universitaires de Ouled Fayet 2 et 3 ainsi que le stade du 5-Juillet. «Le plus gros travail qui nous reste c'est le travail de proximité avec le comité d'organisation pour faire en sorte que l'organigramme soit mis en place le plus rapidement possible et qu'on se mette ensemble au travail dans une collaboration effective pour pouvoir accueillir l'Afrique. Je pense que l'Algérie sera plus que prête car son avantage c'est qu'elle n'a pas à construire d'autres infrastructures.

Les sites qui abriteront l'évènement sont là, il faut juste suivre la rénovation et être près au moins un mois avant le coup d'envoi des jeux», a ajouté le même responsable. Pour sa part, le directeur de la jeunesse et des sport de la wilaya d'Alger, Tarak Krach a estimé que les chefs de mission sont «satisfaits» de l'état actuel des infrastructures qui devront abriter ce rendez-vous sportif africain.

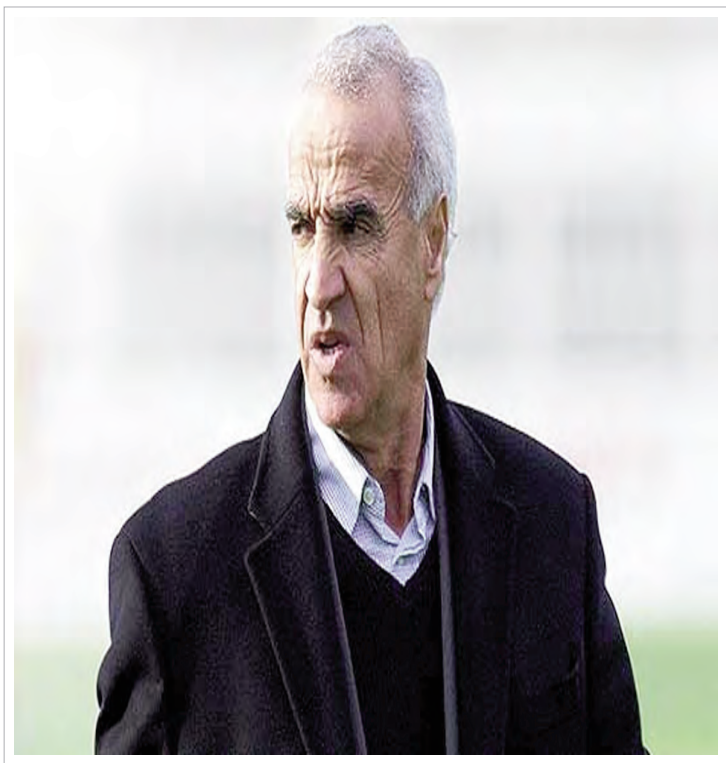
«Aujourd'hui, nous avons eu l'honneur de visiter quelques sites qui devraient accueillir les jeux. Les chefs de mission présents nous ont posé plusieurs questions lors de nos visites et ils ont trouvé les bonnes réponses, ils sont satisfaits de ce qu'ils ont vu. Nous allons continuer à travailler pour être près pour le jour «J», a précisé Krach.

PUB

Ligue de football professionnel

Saïd Allik «intéressé» par la présidence de la LFP

Le président du club sportif amateur de l'USM Alger Saïd Allik s'est dit «intéressé» par le poste de président de la Ligue de football professionnel (LFP), en remplacement de Mahfoud Kerbadj, dont la délégation de gestion des championnats a été retirée par la fédération algérienne (FAF).



«Je suis intéressé par ce poste, mais cela doit se faire, selon des mécanismes précis. Je suis président du CSA de l'USMA, et mon club doit me mandater pour présenter ma candidature», a affirmé à la presse Saïd Allik. L'instance fédérale a annoncé le 21 janvier dernier sa décision de retirer la délégation de gestion des championnats professionnels au conseil d'administration de la LFP «avec effet immédiat», conformément à l'article 20 de la convention qui lie la FAF et la LFP depuis juillet 2011. Un directoire avait été installé le lundi 22 janvier par le président de la FAF. Il est composé d'Amar Bahloul et Larbi Oumamar, membres du Bureau fédéral, et Ali Malek président de la Ligue nationale du football amateur (LNFA). L'assemblée générale ordinaire (AGO) de la LFP se tiendra durant la première quinzaine du mois de mars prochain, et sera suivie un mois plus tard par l'assemblée élective. «Je me suis déjà intéressé au poste de président de la FAF (lors des élections de mars 2017, ndlr), mais l'USMA a préféré présenter un autre candidat. J'ai quand même une certaine réputation à défendre, et je ne veux pas paraitre en tant qu'un demandeur d'emploi», a ajouté Allik, qui avait également présidé l'USMA pendant plusieurs années avant de céder le pouvoir à Ali Haddad en 2010. Appelé à commenter les derniers évènements survenus au niveau de la scène footballistique nationale, Allik a estimé que la dernière décision de la FAF «n'aurait jamais lieu d'être en cette période de la saison».
«Ce n'est guère le moment de retirer la délégation de gestion des compétitions de la LFP, le football national n'a pas besoin d'être secoué de la sorte alors qu'il traverse déjà une période difficile. L'idéal était de procéder à des changements juste après le départ de l'ancien président de la FAF (Mohamed Raouraoua, en mars 2017) ou bien attendre la fin de la saison en cours», a-t-il souligné. Elu en juillet 2011 à la tête de la LFP, Mahfoud Kerbadj a quitté l'instance chargée de la gestion de la compétition professionnelle alors que son mandat courait encore jusqu'en 2019.

Bilel C.

Ligue 1 Mobilis

La FAF paye à la place de l'USMBA et lui évite des sanctions supplémentaires de la FIFA

L'USM Bel-Abbès est assurée de ne pas subir d'autres sanctions de la part de la Fédération internationale de football (FIFA) après que la Fédération algérienne de la discipline (FAF) ait régularisé deux anciens joueurs de l'équipe, selon Mohamed Aïda, membre actionnaire du club de Ligue 1. L'USMBA s'est déjà vue défalquer six points à cause de la plainte déposée à la FIFA par le joueur Jessy Mayele. Un autre joueur au nom de Dieumerci, a également interpellé l'instance mondiale pour être rétabli dans ses droits, rappelle-t-on. «La FAF a accepté de payer à notre place les deux joueurs étrangers.
Les procédures d'usage ont été faites lundi par le secrétaire général de la structure fédérale, soit avant le 31 janvier, l'ultimatum fixé par la FIFA», a déclaré Aïda. L'instance fédérale que préside Kheïreddine Zetchi va récupérer son dû transféré de son compte en devises des prochaines rentrées d'argent de l'USMBA provenant des droits de télévision, a précisé le même dirigeant, tout en soulignant que l'administration du club a préparé un solide dossier à transmettre à la FIFA dans l'espoir de récupérer les 6 points défalqués en guise d'une 1e sanction il y a de cela une dizaine de jours.
Avec 20 points au compteur, les «Vert et Rouge» de la Mekerra, qui restent sur une défaite à domicile contre le CS Constantine (2-1), tablent énormément sur la restitution des 6 unités retirées pour éviter toute mauvaise surprise en fin de saison. Le directeur général du club, Kaddour Benayad, avait déclaré, vendredi passé, que la Chambre de résolution des litiges de la FIFA a donné des assurances à l'USMBA quant à la possibilité de lui restituer les 6 points en question si le club parvient à régulariser le joueur Mayele avant le 7 février prochain.

Discipline

Un match à huis clos pour la JS Kabylie et l'USM Blida, Hamar (ESS) suspendu un mois

Les deux pensionnaires de la Ligue 1 Mobilis de football la JS Kabylie et l'USM Blida ont écopé chacun d'un match à huis clos, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Les deux clubs en question ont été sanctionnés pour «jets de projectiles» entrainant une 3e infraction en plus d'une amende de 200.000 DA, précise la même source.
La JSK et l'USMB qui luttent pour leur maintien en Ligue 1 vont devoir ainsi disputer leur prochain match à domicile sans leur public.
La JSK purgera sa sanction face au NA Hussein-Dey alors que l'USM Blida le fera face Paradou AC comptant pour la 19e journée prévue le week-end du 9 et 10 février. Le joueur de l'USM Bel-Abbès Yahia Labani a écopé de cinq matchs de suspension fermes en plus d'une amende de 50.000 DA pour «crachat envers adversaire» alors que le milieu offensif du CS Constantine Abdenour Belkheir a été suspendu deux matchs en plus de 30.000 DA d'amende.
La commission a prononcé également un mois de suspension pour le président de l'ES Sétif (Ligue 1) Hamar Hacène. Elle a également laissé le dossier ouvert pour les matches :
JS Saoura-ES Sétif comptant pour les 1/16es de finale de la Coupe d'Algérie et USM Blida-JS Saoura dans le cadre de la 18e journée du championnat de Ligue 1. En Ligue 2, le CAB Bou-Arreridj et la JSM Skikda ont écopé d'un match à huis clos infligé par la commission de discipline de la LFP. Le CABBA a été reconnu coupable de «mauvaise organisation avec faits aggravant : agression de l'entraîneur du club visiteur», alors que la JSMS a été sanctionnée pour «jets de projectiles et envahissement de terrain par les supporteurs entraînant l'arrêt momentané de la partie».

Coupe d'Algérie
1/8e de finales - JS Saoura

Djallit et Yahia Cherif aptes pour le choc face à l'USM Alger

Les deux attaquants vedettes de la JS Saoura, Mustapha Djallit et Sid Ali Yahia Cherif, qui souffraient de blessures, sont opérationnels pour le match à domicile contre l'USM Alger, vendredi dans le cadre des huitièmes de finale de la coupe d'Algérie. Les deux joueurs, qui ont inscrit ensemble 15 buts en championnat de Ligue 1 cette saison, ont repris normalement l'entrainement lors de la séance de lundi soir dirigée par l'ex-nouvel entraineur de l'équipe, Karim Khouda, informe-t-on de même source. Yahia Cherif, le capitaine de la JSS, avait déclaré forfait pour le précédent match sur le terrain de l'USM Blida, soldé par une défaite (1-0) ayant sonné le glas au coach Fouad Bouali, en poste depuis l'intersaison. Pour sa part, Djallit a contracté une blessure au cours de cette rencontre, l'ayant contraint à faire l'impasse sur la séance de la reprise, avant de réintégrer le groupe lundi. La JSS, intraitable à domicile où elle n'a concédé jusque-là qu'un seul nul contre le MC Alger, espère se racheter de sa précédente contre-performance à l'occasion de ce rendez-vous de coupe face à une équipe revigorée de sa victoire en déplacement contre le DRB Tadjnanet (3-0),
et avec laquelle elle partage la 2e place en championnat en compagnie aussi du MCA.
Lors des quarts de finale,
le vainqueur du match JSS-USMA rendra visite au vainqueur de la rencontre USM Bel Abbès-US Biskra.

USM El Harrach

La piste de l'entraîneur Zemiti écartée

La direction de l'USM El Harrach (Ligue 1 algérienne de football) n'a pas relancé ses discussions avec l'entraîneur Farid Zemiti, pour remplacer le Tunisien Hamadi Edou, limogé, a annoncé, hier, l'intéressé. «Je n'ai pas été relancé par la direction, après un premier contact que j'ai reçu du président du directoire Mohamed Laïb. Je pense qu'il y'a eu beaucoup d'interférences à ce sujet et le club a fini par voir ailleurs», a affirmé Zemiti, qui se disait pourtant «prêt à relever le défi». Hamadi Edou a été démis de ses fonctions dimanche, au lendemain de la défaite concédée à domicile face à l'Olympique de Médéa (2-3) dans le cadre de la 18e journée du championnat, un revers qui fait scotcher le club à la 15e et avant dernière place au classement (16 points), synonyme de relégation. Le club algérois aurait l'intention de confier la barre technique à Fouad Bouali, qui vient d'être limogé de la JS Saoura, battue lors de ses deux dernières sorties en déplacement face à l'US Biskra et l'USM Blida sur le même score (1-0). L'USMH a débuté la saison en cours sous la conduite de Younes Ifticen, avant que ce dernier ne jette l'éponge en septembre 2017, au terme de la défaite concédée en déplacement face à l'Olympique de Médéa (1-0) comptant pour la troisième journée de la compétition. Hamadi Edou, ancien entraîneur, notamment, du CS Sfaxien (Tunisie), est devenu le 3e entraîneur à «sauter» au terme de la 18e journée de Ligue 1 après Omar Belatoui (DRB Tadjenanet) et Fouad Bouali (JS Saoura).

Schalke 04 - Selon le journal «Bild»

Bentaleb n'est plus en odeur de sainteté avec son entraîneur

A en croire le très sérieux journal allemand Bild*, Nabil Bentaleb est tout proche du «divorce» avec Schalke 04. De retour de blessure depuis plus d'un mois l'international algérien ne rentre plus dans les plans de son entraîneur Domenico Tedesco et semble très agacé par cette situation.*

«Demandez à mon entraîneur pourquoi je ne joue pas !» a-t-il balancé à la presse locale qui l'interrogeait ce week-end ! Auteur d'une première saison fantastique lors de son arrivée en Allemagne, en atteste son titre de meilleur Rookie de la saison (devant Ousmane Dembelé et Naby Keita), Nabil Bentaleb connaît une 2e saison nettement plus compliquée en Bundesliga depuis l'arrivée aux commandes, cet été, du jeune entraîneur allemand d'origine italienne Domenico Tedesco (32 ans). Alors que Schalke 04 occupe une très belle 3e place au classement, l'international algérien se contente du banc des remplaçants depuis son retour de blessure. De nouveau laissé sur le banc à l'occasion de la victoire 2-0 ce week-end face à Stuttgart, l'ancien joueur de Tottenham a exprimé sa frustration en fin de match lorsqu'un journaliste s'est approché de lui pour l'interroger sur son maigre temps de jeu au moment où il rejoignait le bus. «Je suis dans la forme de ma vie, demandez à l'entraîneur pourquoi je ne joue pas !» s'est exclamé «le fier algérien» apportant «une réponse provocatrice» selon les mots du journaliste du *Bild*. Auteur de 3 buts sur penalty en 6 apparitions depuis le début de saison, Bentaleb n'a pas connu la moindre titularisation depuis le 28 octobre dernier. Blessé durant deux mois, le milieu de terrain de 23 ans a repris avec le groupe à l'occasion du stage hivernal à Benidorm (Espagne). Depuis la reprise en janvier, Schalke a enchaîné 3 matchs et Bentaleb n'a pas disputé la moindre minute. Selon la même source, l'Algérien ne comprend pas sa situation et n'aurait visiblement pas apprécié l'incorporation de Benjamin Stambouli à la 56e minute après la blessure de Leon Goretzka. Un divorce est ainsi à prévoir l'été prochain titre en gros le journal allemand qui révèle même des relations conflictuelles entre Bentaleb et son entraîneur. Ainsi le journal allemand nous apprend que Bentaleb a très mal vécu sa mise à l'écart lors du précédant match face à Hanovre (1-1).

Alors qu'il espérait reprendre sa place de titulaire après la défaite lors du match de reprise face au RB Leipzig (3-1), où il est resté sur le banc, Bentaleb a demandé des explications à son coach et l'entrevue s'est très mal passée. Reprochant à son joueur «un très mauvais état d'esprit» Tedesco a viré Bentaleb de la feuille de match tout en expliquant faussement à la presse que la suspension d'un match n'était du qu'à une piètre performance aux entraînements.

Encore laissé sur le banc ce week-end face à Stuttgart, Bentaleb est-t-il pour autant définitivement écarté par son coach ?

Pas vraiment explique la même source qui précise qu'en interne Tedesco a déclaré vouloir conserver Bentaleb dans son effectif, surtout dans l'optique du départ acté de Goretzka au Bayern l'été prochain. Présenté comme le joueur préféré du directeur sportif Christian Heidel, Bentaleb devra faire preuve de patience et surtout de calme pour espérer renouer rapidement avec la compétition. Un bras de fer s'est engagé entre les deux parties et deux solutions se présentent : la réconciliation ou la rupture

L.G.F.

Al Sadd

L'Algérien Hamroun meilleur joueur du mois de janvier

L'international algérien d'Al Sadd Jugurtha Hamroun a été élu meilleur joueur du championnat qatari de football de 1e division pour le mois de janvier, a indiqué la Fédération mardi sur son site officiel.

L'attaquant algérien s'est fortement distingué en janvier avec notamment quatre buts inscrits et deux passes décisives en trois matchs disputés, précise la même source. Hamroun avait contribué au large succès de son équipe contre Al Saiylia (6-0) lors de la 13e journée avec à la clé deux buts avant de récidiver contre Al Gharafa (4-0) avec un autre doublé et deux passes décisives.

L'ancien joueur de la JS Kabylie forme avec son compatriote Baghdad Bounedjah un duo d'attaque redoutable pour les défenses adverses. Agé de 29 ans, Hamroun avait été prêté par le Steaua Bucarest (Roumanie) au club Qatari en 2016 pour avant que les dirigeants qataris ne décident de lever l'option d'achat avec un contrat jusqu'en 2019.

Al Sadd occupe la 2e place au classement avec 34 points à deux longueur du leader Duhail (36 pts).

Leicester City

Puel : «Pour l'heure, Slimani est toujours un joueur de Leicester...»

Par ailleurs, non content de son temps de jeu, Islam Slimani n'a pas caché son désir d'aller voir ailleurs.

C'est ce qu'avait confirmé l'entraîneur Claude Puel lors de l'une de ses dernières interventions toujours en conférence de presse. Interrogé si Leicester City va se séparer de quelques joueurs ou en prêter cet hiver afin de leur permettre de grappiller du temps de jeu, l'ancien entraîneur de Southampton déclare :

«En ce moment, Slimani est un joueur de Leicester et nous sommes heureux avec lui. Après, il se pourrait que des joueurs qui ne jouent pas trop quittent cet hiver et Slimani fait partie de ces joueurs qui veulent bénéficier de plus de temps de jeu», avait-t-il, notamment, déclaré.

Besiktas tient la corde momentanément

Il ne reste que deux journées pour être fixé sur l'avenir de l'attaquant international algérien Islam Slimani. Le buteur de l'équipe nationale en position inconfortable à Leicester city devrait quitter les Foxes, cet hiver. Plus en mesure d'avoir du temps de jeu avec l'entraîneur Claude Puel, Slimani a envie de connaître autre chose et surtout gagner en temps de jeu. Compétiteur comme il est, l'ancien joueur du Sporting de Lisbonne veut changer d'air, mais c'est au niveau de sa direction que les choses coincent. Slimani ne serait pas prêt à chauffer le banc à Leicester encore durant la phase retour et un départ au Besiktas d'Istanbul est de plus en plus envisageable, sachant que ses dirigeants ne sont pas très chauds par l'idée de le prêter à un club concurrent en Premier League. Quant à l'AS Monaco, aux dernières nouvelles le club de la principauté vient d'engager un attaquant italien. Il s'agit du jeune espoir de la Genoa Pietro Pallegri, engagé pour la somme de 25 millions €.

Bessa N. / Ag.

Al Ittifak

Première titularisation de M'Bolhi sous les couleurs de sa nouvelle formation

Le gardien international algérien Raïs M'Bolhi, a signé, lundi soir, sa 1re titularisation sous les couleurs de sa nouvelle formation d'Al Ittifak, lors du match nul en déplacement face à Al Batin (1-1), dans le cadre de la 18e journée du championnat saoudien de football.

Al Ittifak a ouvert le score à la 67e minute de jeu grâce à Abderahman Alobud avant que les locaux ne remettent les pendules à l'heure à la 90e minute par l'entremise du Brésilien Jorge Santos Silva.

A l'issue de ce résultat, Al Ittifak reste scotché à la 12e place au classement avec 16 points, synonyme de play-off de relégation.

M'Bolhi (31 ans) s'est engagé cet hiver avec la formation saoudienne pour un contrat de 6 mois, en plus d'une saison supplémentaire en option, en provenance du Stade rennais (France) avec lequel il n'a joué un seul match en 10 mois. Plusieurs joueurs algériens évoluent dans le championnat d'Arabie saoudite à l'image de Nacereddine Khoualedet Mohamed Boulaouidet lesquels avaient signé à Ohod au mercato d'hiver, club dirigé par l'Algérien Nabil Neghiz, alors que le dernier venu est le milieu offensif Brahim Chenihi, signataire d'un contrat jusqu'en juin 2019 avec Al Fateh.

M'Bolhi (55 sélections) n'avait pas été sélectionné par le sélectionneur des Verts Rabah Madjer pour les deux derniers matchs de l'Algérie contre respectivement le Nigeria (1-1 puis 3-0 sur tapis vert) en clôture des qualifications du mondial 2018.

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Alger	Oran	Constantine	Timimoun	Ouargla
Min° / Max°	10°/18°	6°/18°	6°/19°	13°/28°	7°/21°

Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	06:14	13:02	15:51	18:17	19:39

«EL Djeich»

«L'ANP fait face, avec rigueur, à tous les complots»

● *La revue de l'Armée nationale populaire (ANP),* El Djeich *a consacré l'éditorial de son dernier numéro de janvier 2018 aux efforts déployés par les éléments de l'ANP pour veiller à la sécurité et la stabilité de l'Algérie en mettant en échec tous les complots qui la ciblent.*

«Aujourd'hui notre pays constitue un exemple en matière de sécurité et de stabilité, grâce au haut degré de conscience de son peuple dans toutes ses composantes, ainsi que la confiance en son armée d'avant-garde, républicaine et nationale, l'ANP poursuit son parcours vers l'acquisition davantage de force par laquelle l'Algérie préservera sa souveraineté nationale, son unité territoriale et populaire en s'appuyant sur une lecture prospective rationnelle des défis de l'heure et de leurs retombées futures, tout en faisant face, avec rigueur, à tous les complots tant elle est investie d'une grande responsabilité nécessitant la conjonction des efforts de l'ensemble de ses loyaux et fidèles», écrit *El Djeich*. «Les éléments de l'ANP accomplissent leurs missions de protection du territoire national, avec le soutien du peuple qui, comme hier, avait manifesté son adhésion totale à la révolution, exprime aujourd'hui sa pleine conscience de la grandeur et du caractère sacré des missions assignées à son armée. Une armée qui s'honore d'accomplir ses missions vitales, sacrées et constantes par fidélité au serment des chouhada, avec un haut degré de patriotisme et de grandes aptitudes professionnelles.
Une armée qui veille à accorder à ces missions toute l'attention voulue et à s'en acquitter au mieux en toutes circonstances et dans toutes les situations, dans l'intérêt de l'Algérie et de la dignité de son peuple. Une Algérie dont les fils sincères veillent en permanence à préserver

son unité, sa souveraineté, son indépendance, sa sécurité et sa stabilité, tant elle mérité que ces fils soient là où ils se trouvent, son rempart infranchissable», lit-on dans le même éditorial.

T.M.

ANP

Gaïd Salah en visite de travail et d'inspection à la 1re Région militaire à Blida

Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue aujourd'hui une visite de travail et d'inspection à la Base centrale logistique de la 1re Région militaire à Blida.
Cette visite sera «une opportunité durant laquelle le général de corps d'armée aura à inspecter les différentes chaînes de rénovation et de modernisation et à constater les divers matériels développés au niveau de cette importante Base».

Environnement

Lancement samedi du projet «Ecodzaïr» pour un environnement sain à Alger

Un nouveau projet appelé «Ecodzaïr», visant à renforcer la collaboration entre la wilaya d'Alger et la société civile algéroise, pour faire face aux défis environnementaux et améliorer le cadre écologique de la capitale, sera lancé, ce samedi, à Alger, a-t-on appris, hier, auprès de l'Association SIDRA, spécialisée dans le domaine environnementale et initiatrice du projet. Ce projet, impliquant 10 associations spécialisées dans le domaine environnemental au niveau de la wilaya d'Alger, vise à rendre «effective» la participation de la société civile locale qui devra travailler côte à côte avec la wilaya d'Alger pour l'initiation d'actions environnementales «efficaces» au niveau de la capitale, a-t-on précisé de même source.
Né d'un partenariat entre l'association SIDRA et le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le projet «Ecodzaïr» permettra aux 10 associations de bénéficier d'ateliers pour le renforcement des capacités existantes dans le domaine environnemental et aussi pour améliorer la couverture médiatique des questions liées à l'environnement. Ce projet va permettre, notamment, selon ses initiateurs, de lancer une campagne de sensibilisation «modèle» sur la question environnementale au sein d'une commune pilote de la capitale (commune Mohamed-Belouizdad).
Une convention de partenariat sera signée, à cette occasion, entre l'Association SIDRA et la commune Mohamed Belouizdad, a annoncé SIDRA, précisant que cette campagne «modèle» sera généralisée au niveau de plusieurs communes de la wilaya d'Alger.

Blida

Échauffourées entre des travailleurs algériens et africains

Des échauffourées ont éclaté, dans la nuit de lundi à mardi, entre des ouvriers algériens et de différentes nationalités africaines dans un chantier de réalisation de logements dans la ville nouvelle de Bouinan (est de Blida), faisant plusieurs blessés de divers degrés.
Les agents de la Protection civile de la daïra de Bouinan sont intervenus vers 23h00 pour apporter secours à des personnes présentant différentes blessures suite à une rixe entre des ouvriers issus de pays africains et des Algériens
à l'intérieur même du chantier de construction de 3100 logements, confié à une entreprise turque, précise la même source. Le directeur de wilaya de la Santé et de la Population (DSP), Mohamed Djamii a indiqué que des blessés sont gardés en observation dans le service des urgences médicales du CHU Frantz-Fanon et que d'autres blessés ont été pris en charge dans le secteur sanitaire de Bouinan.
Les services de sécurité ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de ce grave incident.

A.M.

Sit-in national des médecins résidents au CHU Mustapha-Bacha à Alger

Ph : Fateh Guidoum ©

Les médecins résidents ont tenu, hier, un sit-in national au centre hospitalo-universitaire (CHU) Mustapha Bacha à Alger. Le Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA), sommé la semaine passée par le tribunal administratif d'Alger de cesser sa grève de trois mois, a réuni cette fois-ci les résidents de toutes les facultés de médecine du territoire algérien, pour dénoncer le «mutisme» et le «manque de volonté» de la part de la tutelle. La rencontre, qui a eu lieu, hier, entre les délégués du bureau national du CAMRA et la commission intersectorielle, «n'a donné rien de concret», ont annoncé les représentants du collectif durant ce sit-in.
Les délégués représentant les grévistes ont claqué la porte de la réunion, suite à l'absence du ministre de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui, à l'étranger «malgré la crise que subit son secteur». Les médecins résidents ont réitéré leur détermination de poursuivre leur mouvement de protestation, via cette grève et le boycott de l'examen du DEMS. Durant ce sit-in national, auquel ont pris part les assistants, ils ont marché à l'intérieur de l'enceinte hospitalière, brandissant des pancartes et scandant des slogans pour exprimer leur «ras-le-bol» de la conjoncture actuelle et «exiger du respect et de la dignité».
Les médecins résidents ont, notamment, dénoncé le «mutisme» de la tutelle face à leurs protestations, après avoir appris la non-tenue de la rencontre entre les délégués du CAMRA et la commission intersectorielle, créée à l'initiative du ministère de la Santé pour prendre en charge les revendications des médecins résidents. Les délégués ont déploré lors de cette réunion l'absence du ministre, en déplacement à l'étranger, après avoir refusé de tenir cette réunion sans la présence du pouvoir décisionnel. Les grévistes avaient déjà du interrompre «un dialogue stérile» lors de la précédente réunion, intersectorielle tenue mercredi 24 janvier en présence des représentants du bureau national du CAMRA.